



Bruxelles, le 7.7.2021
COM(2021) 373 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES
RÉGIONS**

Rapport sur la politique de concurrence 2020

{SWD(2021) 177 final}

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS

Rapport sur la politique de concurrence 2020

1. Introduction

Ce rapport est le premier à rendre compte de l'évolution de la politique de concurrence de l'Union depuis le début du mandat de la Commission présidée par M^{me} von der Leyen¹. Décrivant les développements de cette politique au cours de l'année 2020, il constitue également le 50^e rapport adressé par la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions.

La politique de l'UE en matière de concurrence trouve sa légitimité dans les traités qui ont conféré à l'Union une compétence exclusive dans ce domaine du fait qu'elle constitue un outil nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur². Depuis plus de soixante ans, la mise en œuvre des règles de concurrence joue un rôle primordial pour préserver et promouvoir l'économie européenne fondée sur des valeurs européennes, notamment l'équité, l'état de droit et la confiance. Par ailleurs, la politique de concurrence évolue au rythme des changements sociétaux, économiques et réglementaires. Aujourd'hui, alors que l'Union est confrontée à l'une des plus grandes crises de son histoire, une politique de concurrence solide importe plus que jamais pour favoriser le dynamisme économique, condition essentielle pour accélérer la reprise.

Tout au long de la première année du mandat de la Commission von der Leyen, la politique de concurrence de l'Union a joué un rôle déterminant dans les efforts déployés par la Commission pour contrer et surmonter la crise sanitaire et économique provoquée par la flambée de COVID-19. De même, elle a été cruciale pour ouvrir la voie à la reprise tout en gardant à l'esprit le double objectif de transition écologique et numérique de l'économie de l'Union. Conformément à la lettre de mission adressée par la présidente von der Leyen à la vice-présidente exécutive Vestager³, la Commission a continué de veiller à ce que les règles de concurrence restent adaptées à l'économie moderne, soient mises en œuvre rigoureusement et contribuent à une industrie européenne forte, tant au sein de l'Union que sur la scène mondiale.

En 2020, la boîte à outils de la politique de concurrence a fait ses preuves en termes de pertinence, de flexibilité et de rapidité d'adaptation face aux circonstances exceptionnelles de la crise sanitaire et économique. Par des réponses et des ajustements rapides, la politique de concurrence mise en œuvre par la Commission a contribué à satisfaire les besoins des

¹ Une Union plus ambitieuse. Mon programme pour l'Europe, Par la candidate à la présidence de la Commission européenne M^{me} Ursula von der Leyen – Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2019-2024. Voir:

https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission_fr.pdf.

² Article 3 du TFUE.

³ Lettre de mission adressée à Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive, 1.12.2019, voir:

https://ec.europa.eu/commission/commissioners/sites/comm-cwt2019/files/commissioner_mission_letters/mission-letter-margrethe-vestager_2019_en.pdf.

entreprises et des citoyens de l'Union tout en préservant des marchés concurrentiels. En attestent tout particulièrement une série de mesures qui ont permis le flux rapide de fonds publics au soutien de l'économie réelle ou qui s'inscrivaient dans le cadre d'un programme plus large visant à rétablir la croissance durable, tout en évitant les distorsions de marché injustifiées.

Le 13 mars 2020, dans sa communication relative à une réaction économique coordonnée à la flambée de COVID-19⁴, la Commission a présenté les diverses mesures sortant du champ d'application du contrôle des aides d'État que les États membres pouvaient mettre en place sans son intervention, parmi lesquelles des mesures applicables à toutes les entreprises, comme l'octroi de subventions salariales et la suspension du paiement de l'impôt sur les sociétés, de la taxe sur la valeur ajoutée ou des cotisations sociales, ou un soutien financier direct aux consommateurs, par exemple en cas d'annulation de services ou de billets non remboursés par les opérateurs concernés.

Le 19 mars 2020, la Commission a adopté un [encadrement temporaire des mesures d'aide d'État](#) visant à soutenir l'économie et l'a modifié à plusieurs reprises à mesure que la crise de la COVID-19 progressait⁵. Le 8 avril 2020, elle a adopté une [communication relative à un cadre temporaire](#) exposant les principaux critères sur lesquels elle s'appuiera pour évaluer les [projets de coopération](#) visant à remédier à la pénurie de produits et services essentiels pendant la flambée de coronavirus⁶. Parallèlement, la Commission a pris un certain nombre de mesures pour assurer la continuité des activités et a continué de veiller à la mise en œuvre des règles de l'Union en matière de contrôle des concentrations, afin d'éviter une progression du pouvoir de marché à la faveur de la crise.

Pour faire en sorte que les règles de concurrence restent adaptées aux objectifs poursuivis et participent pleinement à relever des défis tels que les problèmes structurels sur les marchés numériques et les subventions étrangères qui faussent la concurrence sur les marchés de l'Union, la Commission a pris des initiatives majeures en 2020. Par exemple, elle a présenté une proposition de [législation sur les marchés numériques](#) et a publié un [livre blanc sur les subventions étrangères](#), afin de lancer la réflexion sur la façon de remédier aux effets de distorsion que peuvent avoir ces subventions sur le marché intérieur.

La Commission a démontré sa volonté d'utiliser la politique de concurrence pour contribuer à préparer la mise en œuvre de la [facilité pour la reprise et la résilience](#)⁷. Elle a accompagné les États membres dans l'élaboration de leurs plans pour la reprise et la résilience, notamment

⁴ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, à la Banque européenne d'investissement et à l'Eurogroupe: Réaction économique coordonnée à la flambée de COVID-19, COM(2020)112 final.

⁵ Communication de la Commission: Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (JO C 91I du 20.3.2020, p. 1), telle que modifiée par les communications de la Commission C(2020) 2215 (JO C 112I du 4.4.2020, p. 1), C(2020) 3156 (JO C 164 du 13.5.2020, p. 3), C(2020) 4509 (JO C 218 du 2.7.2020, p. 3), C(2020) 7127 (JO C 340I du 13.10.2020, p. 1) et C(2021) 564 (JO C 34 du 1.2.2021, p. 6).

⁶ Communication de la Commission: Cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de COVID-19 (JO C 116 du 8.4.2020, p. 7).

⁷ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant une facilité pour la reprise et la résilience, COM(2020) 408 final, 28.5.2020.

sous l'angle de la politique de concurrence, et a publié un certain nombre de [modèles d'orientation](#) pour les aider à concevoir leur plan national dans le respect des règles de l'Union relatives aux aides d'État.

Au cours de l'année 2020, tout en apportant des réponses aux défis immédiats posés par la pandémie, la mise en œuvre des règles de concurrence de l'Union a contribué aux objectifs à plus long terme de la Commission 2019-2024, tels qu'«[Une Europe adaptée à l'ère numérique](#)», «[Un pacte vert pour l'Europe](#)» et «[Une économie au service des personnes](#)». La proposition de la Commission relative au cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 comporte un changement important en ceci qu'elle inclut un volet spécifiquement consacré à la politique de concurrence dans le [programme pour le marché unique](#). Celui-ci assurera le financement stable de mesures visant à améliorer la capacité de la Commission à faire respecter les règles, par exemple l'élaboration de méthodes avancées de renseignement et d'enquête. Ce financement permettra également à la Commission de renforcer sa coopération avec les administrations publiques de l'Union et d'ailleurs⁸.

2. Mobilisation de la politique de concurrence de l'Union pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19

2.1. La politique des aides d'État a facilité le soutien apporté par les États membres dans le contexte de la pandémie de COVID-19

En 2020, la propagation rapide de la pandémie de COVID-19 et ses graves répercussions sur l'économie de l'Union ont contraint les responsables politiques nationaux et européens à réagir rapidement et sur plusieurs fronts pour faire face à cette menace sans précédent. Des mesures décisives ont été prises, notamment la mise en place de l'[instrument de relance NextGenerationEU](#), doté d'un budget de 750 milliards d'euros⁹, l'activation de la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance¹⁰ et la passation conjointe de marchés pour différents dispositifs médicaux, notamment des respirateurs, des masques et, enfin, des vaccins.

Dans ce contexte, la politique de concurrence de l'Union est devenue un élément important de la réponse à la crise pour stabiliser l'économie. Cela vaut en particulier pour la politique des aides d'État. Des interventions publiques bien ciblées ont été cruciales pour neutraliser les dommages infligés aux entreprises en bonne santé et préserver la continuité de l'activité économique. Dans le même temps, la Commission a veillé à ce que les aides publiques

⁸ Règlement (UE) 2021/690 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant un programme en faveur du marché intérieur, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, du secteur des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et des statistiques européennes (programme pour le marché unique), et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014 et (UE) n° 652/2014 (JO L 153 du 3.5.2021, p. 1).

⁹ «NextGenerationEU», qui fait partie intégrante du cadre financier pluriannuel 2021-2027, est un instrument de relance temporaire doté d'un budget de 750 milliards d'euros et destiné à contribuer à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie de coronavirus. Sa pièce maîtresse en est la facilité pour la reprise et la résilience, dotée de 672,5 milliards d'euros qui seront mis à disposition sous forme de prêts et de subventions pour soutenir les réformes et les investissements entrepris par les pays de l'Union. Voir: règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 (JO L 433I du 22.12.2020, p. 11).

¹⁰ Articles 121 et 126 du TFUE.

puissent parvenir aux entreprises qui en avaient besoin et à ce que les courses aux subventions préjudiciables soient évitées.

L'**encadrement temporaire** adopté au début de la crise a établi les conditions que la Commission appliquerait pour déclarer une aide compatible avec l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE (aides destinées «à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre»)¹¹. Il a fait l'objet de plusieurs modifications au cours de l'année 2020, démontrant la capacité de la Commission à adapter les règles à la réalité changeante de la crise.

En avril 2020, son champ d'application a été étendu pour inclure, d'une part, les aides aux entreprises qui développent, testent et fabriquent des produits indispensables pour lutter contre le coronavirus, tels que vaccins, médicaments, dispositifs médicaux, désinfectants et équipements de protection, et, d'autre part, les subventions salariales et reports de paiement d'impôts¹². La deuxième modification, adoptée en mai 2020, a énoncé les critères sur la base desquels les États membres pouvaient recourir à des recapitalisations et octroyer des instruments de dette subordonnée aux entreprises en difficulté. Une troisième modification, intervenue en juin 2020, a étendu une nouvelle fois le champ d'application de l'encadrement temporaire, afin de permettre aux États membres d'accorder des aides publiques à toutes les micro- et petites entreprises, même si elles connaissaient déjà des difficultés financières au 31 décembre 2019. Une quatrième modification a été adoptée en octobre 2020, prolongeant la durée de l'encadrement temporaire de six mois, jusqu'au 30 juin 2021, et permettant le soutien à la recapitalisation jusqu'au 30 septembre 2021. Au vu de la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 et de la persistance de la crise au-delà de la durée initialement prévue, l'encadrement temporaire a été modifié une cinquième fois, en janvier 2021, pour prolonger toutes les mesures qu'il énonce, y compris celles relatives aux recapitalisations, jusqu'au 31 décembre 2021 et pour élargir son champ d'application en augmentant les plafonds fixés et en permettant la conversion de certains instruments remboursables en subventions directes jusqu'à fin 2021.

En un laps de temps très court, la Commission a adopté un grand nombre de décisions relatives aux aides d'État au titre de l'encadrement temporaire autorisant les États membres à prendre des mesures pour atténuer les effets économiques de la pandémie de COVID-19. En 2020, la Commission a adopté 598 décisions relatives à des aides d'État liées à la COVID-19¹³, ce qui correspond à un montant total d'aides d'État autorisées qui peut être estimé à 3 080 milliards d'euros¹⁴. Un certain nombre de ces mesures d'aide ont été

¹¹ Communication de la Commission: Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (JO C 91I du 20.3.2020).

¹² Cette extension de l'encadrement temporaire définit les conditions que la Commission appliquera pour déclarer une aide compatible au regard de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE («les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun»).

¹³ Ce chiffre englobe les décisions adoptées tant en vertu de la base juridique exceptionnelle qui sous-tend l'encadrement temporaire qu'au titre des règles relatives aux aides d'État applicables dans des circonstances non exceptionnelles. Il tient compte également des modifications apportées à des décisions déjà adoptées.

¹⁴ Ce total couvre les mesures d'aide d'État adoptées en vertu de l'encadrement temporaire, toutes les aides d'État liées à la COVID-19 autorisées en vertu d'autres séries de règles relatives aux aides d'État et les montants ajustés figurant dans des décisions modificatives ultérieures.

cofinancées par la politique de cohésion, notamment au moyen des deux trains de mesures d'urgence proposés par la Commission, et approuvées par le Parlement européen et le Conseil en 2020: l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII) et l'initiative d'investissement+ en réaction au coronavirus (CRII+).

Plusieurs États membres ont notifié à la Commission des «régimes-cadres» couvrant différents secteurs de l'économie au moyen de différents types d'aides, notamment un soutien ciblé aux petites et moyennes entreprises (PME). C'est par exemple le cas de la France, avec son régime-cadre d'un montant de 7 milliards d'euros visant à soutenir les PME en particulier et prévoyant plusieurs types d'aides, telles que des subventions directes, des prêts à taux d'intérêt préférentiel et des garanties publiques sur les prêts contractés¹⁵. Un certain nombre d'États membres, dont le Danemark, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, la Belgique et la Slovaquie, ont également notifié des aides spécifiquement destinées aux PME. Celles-ci se présentaient sous diverses formes, notamment des reports d'impôts (Danemark)¹⁶, des régimes de garanties publiques (Bulgarie)¹⁷ et des subventions couvrant les intérêts sur des titres de créance existants (Grèce)¹⁸.

Plusieurs États membres ont notifié à la Commission des mesures d'aide destinées à soutenir la recherche et le développement, les infrastructures d'essai et la fabrication de [produits en lien avec le coronavirus](#)¹⁹. Ainsi, l'Allemagne a notifié un régime-cadre visant à appuyer la recherche et le développement ainsi que l'expérimentation et la fabrication de produits utiles pour combattre le coronavirus²⁰.

Le [secteur des transports](#) a été sévèrement touché par la pandémie de COVID-19. En 2020, la Commission a adopté 42 décisions autorisant l'octroi d'aides d'État à des compagnies aériennes, des aéroports et des entreprises de manutention au sol pour répondre à leurs besoins de liquidités et de capitaux découlant de la pandémie. Un certain nombre de compagnies aériennes ont bénéficié d'aides autorisées en vertu de l'encadrement temporaire [article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE], parmi lesquelles Air France, Lufthansa, SAS, Austrian Airlines, airBaltic, Blue Air, KLM, Nordica, Alitalia et Brussels Airlines²¹. Des aides aux

¹⁵ Affaire SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19: régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises, décision de la Commission du 20.4.2020.

Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202017/285598_2149988_102_2.pdf.

¹⁶ Affaire SA.57027 (2020/N) – Danemark – COVID-19: facilité de crédit et reports de paiement de la TVA et de l'impôt sur les salaires, décision de la Commission du 30.4.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202019/285826_2153371_56_2.pdf.

¹⁷ Affaire SA.56933 (2020/N) – Bulgarie – COVID-19: programme de garantie pour les prêts intermédiés aux PME, décision de la Commission du 8.4.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202015/285460_2146849_41_2.pdf.

¹⁸ Affaire SA.56839 (2020/N) – Grèce – COVID-19: soutien aux remboursements de prêts par les PME sous la forme de subventions accordées au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État destinées à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, décision de la Commission du 8.4.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202016/285303_2147455_84_2.pdf.

¹⁹ Notamment l'Italie (SA.56786), la Belgique (SA.57173 et SA.57057), la France (SA.57367), Malte (SA.57204 et SA.57075) et la République tchèque (SA.56961 et SA.57071).

²⁰ Affaire SA.57100 – Allemagne – COVID-19: régime-cadre d'aides fédérales en faveur de la R&D, d'investissements dans des infrastructures d'essai et de la production en lien avec la COVID-19, décision de la Commission du 28.4.2021. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57100.

²¹ Voir, respectivement, les affaires SA.57082, SA.57153, SA.57369, SA.57543 et SA.58342, SA.57539, SA.58101, SA.57026, SA.56943, SA.57116, SA.57586, SA.58114, SA.57544.

compagnies aériennes ont également été autorisées au titre de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE et des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté²². À titre d'exemple, la Commission a autorisé une aide d'État en faveur de la compagnie aérienne française Corsair. Celle-ci connaissait déjà des difficultés financières, qui se sont trouvées aggravées par la pandémie de coronavirus. Dans ce contexte, l'aide d'État a consisté en deux mesures distinctes: une aide à la restructuration de 106,7 millions d'euros et une aide de 30,2 millions d'euros pour compenser le préjudice subi par l'entreprise en raison de la flambée de COVID-19²³. La compagnie portugaise TAP ne remplissait pas les conditions requises pour obtenir une aide au titre de l'encadrement temporaire, car elle était déjà en difficulté avant le 31 décembre 2019. Néanmoins, la Commission a autorisé un prêt de sauvetage d'un montant de 1,2 milliard d'euros en sa faveur²⁴. De même, elle a autorisé des régimes visant à indemniser des sociétés de transport public régionales et locales pour le préjudice subi du fait des confinements et d'autres mesures²⁵. En plus des aides au secteur du transport, la Commission a autorisé, au titre de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE, des mesures adoptées par les États membres en faveur des entreprises particulièrement touchées par la pandémie, par exemple dans les secteurs du tourisme, de la culture, de l'hôtellerie et du commerce de détail²⁶. Elle a en outre adopté un certain nombre de décisions en vertu de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE («aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires»), autorisant par exemple la compensation du préjudice subi par les travailleurs indépendants, la prise en charge des coûts fixes des entreprises et l'indemnisation des pertes occasionnées par l'annulation de manifestations sportives²⁷.

En outre, la Commission a autorisé, en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE, une série de mesures d'aides d'État destinées à des régions spécifiques des États

²² Communication de la Commission: lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (JO C 249 du 31.7.2014, p. 1).

²³ Affaire SA.58463 – France – Aide à la restructuration de Corsair, décision de la Commission du 11.12.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_58463.

²⁴ Affaire SA.57369 – COVID-19 – Aide à TAP, décision de la Commission du 10.6.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57369.

²⁵ Exemple: affaire SA.57675 (2020/N) – Allemagne – COVID-19 – Régime d'aide au transport public régional et local de passagers, décision de la Commission du 7.8.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202033/287584_2180796_60_2.pdf.

²⁶ Exemples: affaire SA.58214 – Irlande – COVID-19 – Fonds d'adaptation pour la réouverture des entreprises dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_58214;

affaire SA.57595 – Croatie – Programme d'aide d'État du ministère de la culture pour soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57595;

affaire SA.59048 – Danemark – COVID-19 – aide aux cafés, restaurants, bars, boîtes de nuit, lieux de spectacle et leurs fournisseurs, voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_59048.

²⁷ Affaire SA.56791 – Régime de compensation temporaire pour les travailleurs indépendants financièrement éprouvés par la crise de la COVID-19, décision de la Commission du 25.3.2021, voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_56791; affaire SA.57291 – COVID-19 – Régime d'indemnisation, directive relative à la prise en charge des coûts fixes, décision de la Commission du 23.5.2020, voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57291; affaire SA.57614 – Régime d'indemnisation en faveur des organisations et installations sportives et pour l'annulation de manifestations sportives en réponse à la COVID-19 («programme COVID - Sport») – République tchèque, décision de la Commission du 22.7.2020, voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202030/286956_2175432_128_2.pdf.

membres. Elle a par exemple donné son feu vert à un fonds de 46 milliards d'euros («BayernFonds») notifié par l'Allemagne et regroupant des garanties, des instruments de recapitalisation et des instruments de dette bonifiée permettant à la Bavière d'aider les entreprises à faire face à leurs besoins de liquidités et de capitaux²⁸. Elle a également autorisé des mesures d'aide d'État en faveur des régions wallonne et bruxelloise en Belgique, et des régions du Frioul-Vénétie Julienne et du Sud de l'Italie²⁹.

En ce qui concerne les montants approuvés par la Commission, on constate de très grandes différences entre les États membres, lesquelles s'expliquent en partie par les écarts de taille de leurs économies.

Concrètement, environ 51,5 % des aides d'État autorisées ont été notifiées par l'Allemagne. Les mesures notifiées par l'Italie représentent environ 14,7 % du montant total des aides d'État autorisées, tandis que celles notifiées par la France en représentent 13,9 %. Viennent ensuite l'Espagne (4,8 % du total des aides autorisées), puis la Pologne (environ 2 %) et la Belgique (1,8 %). Enfin, les aides notifiées à la Commission par les autres États membres sont estimées représenter entre 0,01 % et 1,5 % du montant total, estimé à environ 3 080 milliards d'euros. L'impact économique réel des mesures d'aide d'État dépend de leur mise en œuvre, et non des budgets alloués. C'est pourquoi la Commission surveille la mise en œuvre de ces mesures prises en réponse à la crise de la COVID-19 et adapte sa stratégie en matière d'aides d'État à l'évolution de la situation sur le marché intérieur.

Les réponses fournies par les 27 États membres à deux enquêtes consécutives réalisées par la Commission européenne révèlent qu'entre la mi-mars et la fin du mois de décembre 2020, sur les 2 960 milliards d'euros d'aides qui avaient été autorisés, environ 544 milliards ont été effectivement dépensés. En termes absolus, d'après les données préliminaires communiquées par les États membres, la France a octroyé plus d'un quart du total des aides versées (155,36 milliards d'euros), suivie par l'Italie avec 19,8 % du total (107,9 milliards), l'Allemagne avec 19,1 % (104,25 milliards) et l'Espagne avec 16,7 % (90,8 milliards). En termes relatifs et d'après ces mêmes données, l'Espagne est le pays qui a déboursé le plus en proportion de son PIB (7,3 %), suivie par la France (6,4 %), l'Italie (6,0 %), la Grèce (4,4 %), Malte (3,9 %), la Hongrie (3,7 %), le Portugal (3,6 %), la Pologne (3,6 %) et Chypre (3,5 %). À l'échelle de l'UE à 27, les dépenses consacrées aux aides d'État liées au coronavirus correspondent à environ 3,9 % du PIB de l'Union.

Outre les aides qu'ils notifient au titre de l'encadrement temporaire, les États membres ont la faculté de prendre des mesures qui ne relèvent pas du champ d'application du contrôle des aides d'État de l'Union. Les aides d'État dont il est considéré qu'elles ont des effets de distorsion moindres, par exemple celles octroyées en vertu de règlements *de minimis*³⁰ ou de

²⁸ Affaire SA.57447 – Allemagne – Mesures d'aide du BayernFonds face à la crise de la COVID-19. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/1/202040/286247_2192300_93_2.pdf.

²⁹ Affaires SA.57083, SA.57056, SA.58802 et SA.57005.

³⁰ Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JO L 352 du 24.12.2013, p. 1); règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture (JO L 352 du 24.12.2013, p. 9); règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des

certaines règlements d'exemption par catégorie³¹, peuvent être adoptées sans l'autorisation préalable de la Commission. Il s'agit notamment de mesures telles que l'octroi de subventions salariales ou la suspension du paiement de l'impôt sur les sociétés, de la TVA et des cotisations sociales.

2.2. Orientations à l'intention des acteurs du marché relatives au contrôle des concentrations et aux pratiques anticoncurrentielles

En période de crise, la nécessité de préserver la discipline de marché pour garantir le bon fonctionnement du marché unique importe plus que jamais. Dans le même temps, il faut pouvoir faciliter la coopération entre les entreprises lorsqu'elle est nécessaire pour lutter contre les effets de la pandémie.

Dans le domaine de la lutte contre [les pratiques anticoncurrentielles](#), la Commission n'a pas tardé à adopter une série de mesures couvrant différents domaines.

Dans une [communication](#)³², ainsi que dans une [lettre administrative de compatibilité ad hoc](#), la Commission a fourni aux acteurs du marché des indications concernant les principaux critères sur lesquels elle se fonde pour évaluer les projets de coopération visant à remédier à la pénurie de produits et services essentiels, tels que les médicaments et les équipements médicaux, durant la pandémie de COVID-19. En outre, elle a eu des échanges avec des entreprises, dans le secteur automobile par exemple, pour leur fournir des orientations informelles quant aux types de coopération potentiellement non problématiques; elle a également identifié les garde-fous nécessaires à de telles coopérations.

Le 30 avril 2020, la Commission a publié trois règlements d'exécution visant à assouplir temporairement les conditions d'application des règles du droit de la concurrence dans [trois secteurs agricoles](#) gravement touchés par la pandémie de COVID-19³³. Ces règlements

articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO L 190 du 28.6.2014, p. 45); et règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (JO L 114 du 26.4.2012, p. 8).

³¹ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1); règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne les aides aux infrastructures portuaires et aéroportuaires, les seuils de notification applicables aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine et aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles, ainsi que les régimes d'aides au fonctionnement à finalité régionale en faveur des régions ultrapériphériques, et modifiant le règlement (UE) n° 702/2014 en ce qui concerne le calcul des coûts admissibles (JO L 156 du 20.6.2017, p. 1).

³² Communication de la Commission: cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de COVID-19 (JO C 116 du 8.4.2020, p. 7).

³³ Règlement d'exécution (UE) 2020/593 de la Commission du 30 avril 2020 autorisant les accords et décisions portant sur des mesures de stabilisation du marché dans le secteur de la pomme de terre (JO L 140 du 4.5.2020, p. 13); règlement d'exécution (UE) 2020/594 de la Commission du 30 avril 2020 autorisant les accords et décisions portant sur des mesures de stabilisation du marché dans le secteur des plantes vivantes et produits de la floriculture; des bulbes, racines et produits similaires; et des fleurs coupées et feuillages pour ornement (JO L 140 du 4.5.2020, p. 17); règlement d'exécution (UE) 2020/599 de la Commission du 30 avril 2020 autorisant les accords et décisions sur la planification de la production dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO L 140 du 4.5.2020, p. 37). L'adoption de ces règlements d'exécution a été suivie par celle du règlement d'exécution (UE) 2020/975 de la Commission du

d'exécution ont permis aux agriculteurs et à leurs organisations interprofessionnelles reconnues de prendre des mesures collectives provisoires pour stabiliser le marché dans certains secteurs.

En outre, le Réseau européen de la concurrence (REC) a publié une déclaration commune sur l'application des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le contexte de la crise de la COVID-19 et travaillé en étroite collaboration avec la Commission sur les problèmes de concurrence soulevés par celle-ci. Dans cette [déclaration commune](#)³⁴, les membres du REC ont reconnu que la situation extraordinaire pouvait rendre nécessaire une coopération entre les entreprises afin de garantir l'approvisionnement en produits dont la disponibilité est limitée et en permettre une distribution équitable à tous les consommateurs. Ils ont indiqué que le REC s'abstiendrait de toute intervention active contre les mesures nécessaires et temporaires mises en place afin d'éviter une pénurie d'approvisionnement. Dans le même temps, la déclaration souligne aussi qu'il est de la plus haute importance de veiller à ce que les produits considérés comme essentiels pour protéger la santé des consommateurs dans la situation actuelle (par exemple, les masques et le gel désinfectant) restent disponibles à des prix compétitifs. Le REC a fait savoir qu'il n'hésiterait pas à rendre des mesures à l'encontre des entreprises qui profiteraient de la situation pour créer des ententes ou abuser de leur position dominante. À la suite de cette déclaration commune, la Commission et les autorités nationales de concurrence ont collaboré pour faire en sorte que l'approvisionnement en biens et services essentiels ne soit pas perturbé pendant la pandémie et que les règles de concurrence soient appliquées de manière cohérente, tant dans leur mise en œuvre que dans l'orientation des initiatives de coopération des entreprises pendant la crise. Grâce à une étroite coordination et collaboration sur les pratiques anticoncurrentielles dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et les orientations diffusées en la matière, le REC a pu s'adresser d'une seule voix aux entreprises désireuses de lancer des initiatives qui respectent le jeu de la concurrence.

Dans le domaine du [contrôle des concentrations](#), la Commission a pu poursuivre ses activités tout en respectant pleinement ses obligations légales et ses échéances³⁵. Malgré la pandémie, 361 opérations lui ont été notifiées en 2020. Comme les années précédentes, la majorité de ces projets de concentration ne soulevaient pas de problèmes de concurrence et ont pu être traités rapidement. La Commission a adopté 352 décisions concernant des concentrations et est intervenue dans 18 affaires: 13 projets de concentration ont été autorisés sous réserve d'engagements en phase I³⁶, 3³⁷ l'ont été assortis de mesures correctives à l'issue d'une

6 juillet 2020 autorisant les accords et décisions portant sur des mesures de stabilisation du marché dans le secteur vitivinicole (JO L 215 du 7.7.2020, p. 13).

³⁴ Déclaration commune du Réseau européen de la concurrence (REC) sur l'application du droit de la concurrence pendant la crise du coronavirus, Voir: https://www.acceptance.ec.europa.eu/competition/ecr/202003_joint-statement_ecn_corona-crisis.pdf.

³⁵ Pour assurer la continuité des activités en période de pandémie, la Commission a introduit l'outil eNotifications, qui permet aux entreprises de lui notifier leurs projets de concentration via l'internet.

³⁶ Affaires M.9408 Assa Abloy/Agta Record, M.9434 UTC/Raytheon, M.9461 AbbVie/Allergan, M.9502 Synthomer/Omnova Solutions, M.9517 Mylan/Upjohn, M.9546 Gategroup/LSG European Business, M.9554 Elanco Animal Health/Bayer Animal Health Division, M.9674 Vodafone Italia/Tim/INWIT JV, M.9677 DIC/BASF Colors & Effects, M.9728 Altice/Omers/Allianz/Covage, M.9744 Mastercard/Nets, M.9776 Worldline/Ingenico et M.9779 Alstom/Bombardier Transportation.

³⁷ Affaire M.9014 PKN Orlen/Grupa Lotos, affaire M.9730 FCA/PSA, affaire M.9660 Google/Fitbit.

enquête en phase II et 1³⁸ a bénéficié d'une autorisation inconditionnelle en phase II. La procédure simplifiée a été utilisée pour 76 % des opérations notifiées en 2020.

2.3. Préparer la reprise et la sortie de crise

Dotée de 672,5 milliards d'euros de fonds, la facilité pour la reprise et la résilience («FRR»)³⁹ se taille la part du lion dans l'enveloppe de 750 milliards d'euros allouée au plan de relance de l'Union, [NextGenerationEU](#)⁴⁰. Elle soutiendra les investissements publics et les réformes dans les États membres, qu'elle aidera à faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à accomplir la double transition écologique et numérique.

³⁸ Affaire M.9409 Aurubis/Metallo Group Holding.

³⁹ Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience (JO L 57 du 18.2.2021, p. 17); proposition de la Commission du 28.5.2020 relative à un règlement du Parlement européen et du Conseil établissant une facilité pour la reprise et la résilience, op. cit. En décembre 2020, un accord politique a été trouvé au Conseil et le Parlement européen a approuvé le règlement sur la FRR le 9 février 2021.

⁴⁰ Les autres instruments à utiliser sont par exemple le Fonds pour une transition juste, le programme pour une Europe numérique, rescEU et le nouveau programme d'action dans le domaine de la santé «L'UE pour la santé».

Examen des plans pour la reprise et la résilience des États membres

Pour bénéficier de subventions et de prêts à faible taux d'intérêt au titre de la FRR, les États membres doivent soumettre leur plan pour la reprise et la résilience («PRR») à l'approbation de la Commission avant tout versement de fonds. Tous les projets figurant dans les PRR doivent être évalués au regard des règles relatives aux aides d'État. À l'automne 2020, un certain nombre d'États membres ont soumis des projets de PRR à la Commission et la DG Concurrence a pris part à l'examen de ces projets et à la formulation de conseils à leur sujet. Par ailleurs, la DG Concurrence, en collaboration avec d'autres services de la Commission, a aidé les États membres à élaborer leur PRR dans le respect des règles relatives aux aides d'État. À cette fin, la Commission a publié une série de modèles d'orientation en décembre 2020. Ces modèles ont été mis à jour en janvier 2021⁴¹.

3. Veiller à ce que les règles de concurrence restent adaptées aux objectifs poursuivis: un programme d'envergure

En 2020, la Commission a poursuivi sa révision approfondie des règles de concurrence afin de les adapter à l'évolution de l'environnement de marché, notamment à l'accélération de la numérisation de l'économie. Cette révision se fonde également sur les éléments fournis par trois conseillers spéciaux indépendants dans leur rapport d'avril 2019 sur le droit de la concurrence et la numérisation de l'économie⁴².

La Commission a en particulier avancé dans son programme de révision portant sur un grand nombre de ses règlements d'exemption par catégorie, lignes directrices et communications clés, et fait progresser diverses initiatives en cours visant à garantir une concurrence loyale dans le marché unique, telles que la proposition de législation sur les marchés numériques et l'initiative sur les subventions étrangères. Elle a en outre finalisé en 2020 son «bilan de qualité» du train de mesures relatives à la modernisation du contrôle des aides d'État de 2014.

3.1. Une nouvelle initiative pour renforcer la boîte à outils de la politique de concurrence

La Commission a présenté deux nouvelles propositions législatives qui occupent une position centrale dans la stratégie numérique pour l'Europe⁴³, qu'elle avait dévoilée en février 2020. Ces propositions visent à créer non seulement un espace numérique plus sûr pour tous les utilisateurs, dans lequel leurs droits fondamentaux soient protégés, mais aussi des conditions de concurrence propices à la croissance des entreprises numériques innovantes au sein du marché unique et à leur compétitivité sur la scène mondiale.

En 2020, la Commission a ainsi adopté une proposition de législation sur les marchés numériques qui concerne les marchés contestables et équitables dans le secteur numérique⁴⁴. Celle-ci vise à résoudre les problèmes structurels des marchés numériques, liés notamment aux grandes plateformes numériques jouant le rôle de contrôleurs d'accès (c'est-à-dire

⁴¹ Document de travail des services de la Commission: orientations à l'intention des États membres – Plans pour la reprise et la résilience, SWD(2021) 12 final, 22.1.2021. Voir: https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/document_travail_service_part2_v3_en.pdf. Competition policy for the digital era, 2019. Voir: <https://ec.europa.eu/competition/publications/reports/kd0419345enn.pdf>.

⁴³ *Façonner l'avenir numérique de l'Europe*, publication de la Commission du 19.2.2020, ISBN 978-92-76-16362-6.

⁴⁴ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique (législation sur les marchés numériques), COM(2020) 842 final, 15.12.2020.

assurant des services d'intermédiation de transactions) entre un grand nombre d'utilisateurs et un grand nombre d'entreprises. Dans le cadre du paquet législatif pour le numérique, la Commission a également présenté une proposition de législation sur les services numériques⁴⁵. Ces deux propositions sont soumises à la procédure législative ordinaire et feront l'objet de discussions au Parlement et au Conseil au cours de l'année 2021.

Législation sur les marchés numériques

La législation sur les marchés numériques – proposition de règlement à adopter en vertu de l'article 114 du TFUE – vise à empêcher les contrôleurs d'accès d'imposer des conditions déloyales au détriment des entreprises et des consommateurs. De telles pratiques consistent, entre autres, à empêcher les entreprises d'accéder à leurs propres données, à rendre les utilisateurs captifs d'un service spécifique et à limiter leurs possibilités d'y renoncer au profit d'autres services. Des entreprises seraient désignées comme des contrôleurs d'accès en vertu de la législation si les trois critères quantitatifs que celle-ci fixe sont remplis⁴⁶. Les contrôleurs d'accès ainsi désignés seraient soumis à un certain nombre d'obligations et d'interdictions afin de garantir un environnement en ligne ouvert, équitable pour les entreprises et les consommateurs et ouvert à l'innovation, quelle qu'en soit l'origine. Pour une mise en œuvre efficace des nouvelles règles, il est prévu que des sanctions puissent être infligées en cas de non-respect des interdictions et obligations énoncées dans la législation sur les marchés numériques.

3.2. Mise à jour des règles en matière de concentrations et de pratiques anticoncurrentielles et des orientations connexes

3.2.1. Progrès accomplis dans l'évaluation des concentrations

En 2020, la Commission est parvenue à la phase finale de son évaluation de **certaines aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations de l'UE**⁴⁷. Un document de travail des services de la Commission résumant les principales conclusions de cette évaluation a été publié le 26 mars 2021⁴⁸. À la lumière des résultats de l'évaluation, la Commission a adopté une communication fournissant des orientations sur l'application du mécanisme de renvoi entre les États membres et la Commission prévu à l'article 22 du règlement sur les

⁴⁵ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un marché intérieur des services numériques (Législation sur les services numériques) et modifiant la directive 2000/31/CE, COM(2020) 825 final, 15.12.2020. La législation vise à introduire des règles pour les services en ligne (services d'intermédiation, services d'hébergement et plateformes en ligne). Elle prévoit de soumettre les fournisseurs de ces services, entre autres, à des exigences de transparence et de déclaration, à des obligations d'information, à des règles de partage de données et à des codes de conduite.

⁴⁶ Certaines grandes plateformes en ligne font office de contrôleurs d'accès sur les marchés numériques. La législation sur les marchés numériques établit une série de critères permettant de désigner une grande plateforme en ligne comme un contrôleur d'accès. Ces critères sont remplis lorsqu'une entreprise: i) détient une position économique forte, a un impact significatif sur le marché intérieur et est active dans plusieurs pays de l'Union, ii) jouit d'une position solide en matière d'intermédiation, c'est-à-dire qu'elle met en relation un grand nombre d'utilisateurs et un grand nombre d'entreprises, et iii) occupe une position sur le marché dont on s'attend à ce qu'elle soit solide et durable.

⁴⁷ L'évaluation s'est concentrée sur quatre sujets, à savoir i) une éventuelle simplification plus poussée du contrôle des concentrations dans l'Union européenne, ii) le fonctionnement des seuils de compétence, iii) le fonctionnement du mécanisme de renvoi et iv) certains aspects techniques particuliers du cadre régissant les procédures et les enquêtes d'évaluation des concentrations.

⁴⁸ Document de travail des services de la Commission: évaluation des aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations de l'UE, SWD(2021) 66 final, 26.3.2021. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_1384

concentrations, et a lancé une analyse d'impact des actions envisageables afin de cibler et simplifier davantage ses procédures de contrôle des concentrations⁴⁹.

3.2.2. Réexamen des règles relatives aux accords de fourniture verticaux et des accords de coopération horizontaux

Avec la publication en septembre 2020 d'un document de travail de ses services⁵⁰, la Commission a achevé son évaluation du [règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux](#)⁵¹ et des [lignes directrices sur les restrictions verticales](#)⁵². Cette évaluation a permis de déterminer dans quelle mesure le régime actuel avait atteint son objectif consistant à offrir une sphère de sécurité pour les accords verticaux qui renforcent globalement l'efficacité, ce qui permet de créer une sécurité juridique et de réduire les coûts de mise en conformité. Elle visait également à établir s'il fallait laisser ces règles expirer, les proroger dans leur forme actuelle ou les modifier.

L'évaluation a montré que le règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux et les lignes directrices sur les restrictions verticales restent des outils utiles qui facilitent l'auto-évaluation par les entreprises. Toutefois, les marchés ont évolué, et l'évaluation a également fait ressortir un certain nombre de points qu'il est nécessaire de traiter. La Commission a lancé un processus de réexamen en vue de l'adoption de règles modifiées au plus tard le 31 mai 2022, date à laquelle les règles actuelles expireront.

En 2020, la Commission a poursuivi son évaluation des règlements d'exemption pour les accords de recherche et de développement («REC R&D»)⁵³ et les accords de spécialisation («REC Spécialisation»)⁵⁴, dénommés collectivement [«règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux»](#). Ses [lignes directrices sur les accords de coopération horizontale](#) servent de référence pour l'interprétation des règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux et pour l'application de l'article 101 du TFUE à d'autres accords horizontaux. Les règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux expireront le 31 décembre 2022. Ces règles ont pour objectif de faciliter une coopération entre entreprises qui soit économiquement souhaitable et sans effets néfastes sous l'angle de la politique de concurrence. L'évaluation rassemble des éléments de preuve sur leur fonctionnement et permettra à la Commission de déterminer la conduite à tenir: laisser expirer les règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux

⁴⁹ Communication de la Commission: Orientations de la Commission concernant l'application du mécanisme de renvoi établi à l'article 22 du règlement sur les concentrations à certaines catégories d'affaires, C(2021) 1959 final, 26.3.2021.

⁵⁰ Document de travail des services de la Commission – Résumé de l'évaluation du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux, SWD(2020) 173 final, 8.9.2020.

⁵¹ Règlement (UE) n° 330/2010 de la Commission du 20 avril 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées (JO L 102 du 23.4.2010, p. 1).

⁵² Lignes directrices sur les restrictions verticales (JO C 130 du 19.5.2010, p. 1).

⁵³ Règlement (UE) n° 1217/2010 de la Commission du 14 décembre 2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement (JO L 335 du 18.12.2010, p. 36).

⁵⁴ Règlement (UE) n° 1218/2010 de la Commission du 14 décembre 2010 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation (JO L 335 du 18.12.2010, p. 43).

et les lignes directrices qui les accompagnent, prolonger leur durée de validité ou les remanier. Un document de travail des services de la Commission devrait être publié en 2021.

En 2020, la Commission a poursuivi l'évaluation du [règlement d'exemption par catégorie applicable au secteur automobile](#) adopté en 2010⁵⁵. L'évaluation a pour but de recueillir des faits et éléments de preuve sur le fonctionnement de ce règlement, ainsi que des lignes directrices correspondantes, notamment en vérifiant dans quelle mesure leurs objectifs sont atteints. Le règlement expirera en mai 2023 et exige de la Commission qu'elle soumette un rapport d'évaluation au Parlement et au Conseil en 2021.

3.2.3 Évaluation de la communication sur la définition du marché

En 2020, la Commission a également entrepris une évaluation de sa [communication sur la définition du marché](#)⁵⁶. Cette communication explique les principes et les bonnes pratiques qui sous-tendent la manière dont la Commission applique les concepts de marché de produits et de marché géographique en cause dans sa mise en œuvre du droit de la concurrence de l'Union. L'évaluation a pour but de déterminer si la communication est toujours adaptée aux objectifs poursuivis, notamment à la lumière de l'évolution récente des marchés dans différents secteurs, y compris les marchés numériques. Ses résultats seront publiés en 2021.

3.2.4. Négociation collective pour les travailleurs indépendants

Les plateformes numériques ont transformé les manières de travailler. Elles offrent des possibilités d'emploi et une plus grande flexibilité, mais elles peuvent aussi accroître la vulnérabilité de certains travailleurs. Les personnes qui fournissent des services par l'intermédiaire de plateformes numériques n'entrent pas toujours dans des catégories d'emploi traditionnelles, et il n'est pas toujours évident de savoir si les règles de concurrence de l'Union font obstacle à la négociation collective pour les travailleurs qui en ont besoin. En juin 2020, la Commission a lancé un processus visant à évaluer si des mesures doivent être prises au niveau de l'Union pour renforcer la sécurité juridique quant à l'applicabilité du droit européen de la concurrence à la négociation collective pour les travailleurs indépendants. Un premier processus de collecte d'informations a été mené dans le cadre de la consultation portant sur la législation sur les services numériques. En parallèle, la DG Concurrence a noué un dialogue étroit avec les parties prenantes, notamment les plateformes et les partenaires sociaux. En janvier 2021, la Commission a publié une analyse d'impact initiale exposant les premières pistes en vue d'actions futures⁵⁷.

⁵⁵ Règlement (UE) n° 461/2010 de la Commission du 27 mai 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile (JO L 129 du 28.5.2010, p. 52).

⁵⁶ Communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence (JO C 372 du 9.12.1997, p. 5).

⁵⁷ Analyse d'impact initiale – Conventions collectives pour les travailleurs indépendants – Champ d'application des règles de concurrence de l'UE, 6.1.2021. Voir: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12483-Conventions-collectives-pour-les-travailleurs-independants-champ-d-application-des-regles-de-concurrence-de-l-UE_fr.

3.2.5. Mise en œuvre du droit sur l'initiative de la sphère privée – Rapport d'exécution sur la directive «dommages et intérêts» et sur la communication relative à la protection des informations confidentielles par les juridictions nationales

La directive «dommages et intérêts»⁵⁸ énonce certaines règles visant à garantir que quiconque ayant subi un préjudice causé par une infraction au droit de la concurrence commise par une entreprise ou une association d'entreprises puisse exercer effectivement son droit de demander réparation intégrale de ce préjudice à ladite entreprise ou association devant les juridictions nationales. En décembre 2020, la Commission a soumis un rapport d'exécution au Parlement et au Conseil, comme l'exige cette directive⁵⁹.

Ce rapport fait le point sur la façon dont certaines règles fondamentales de la directive ont été appliquées, à savoir notamment le droit à la réparation intégrale, la production de preuves, la force probante des décisions rendues en matière d'infraction, les délais de prescription, la répercussion des surcoûts et l'estimation du préjudice. Depuis l'adoption de la directive en 2014, le nombre d'actions en dommages et intérêts engagées devant des juridictions nationales a sensiblement augmenté et ces actions se sont généralisées dans l'Union. En tenant compte de la date du premier arrêt, le nombre total d'affaires, qui s'élevait à 50 environ début 2014, s'est ensuite envolé pour atteindre 239 en 2019. Ces 239 affaires étaient réparties dans 13 États membres⁶⁰. La Commission est parvenue à la conclusion que la directive «dommages et intérêts» a probablement permis aux victimes d'infractions au droit de la concurrence de l'Union de prendre davantage conscience de leur droit de demander effectivement réparation du préjudice subi.

En outre, la Commission a adopté une communication non contraignante sur la protection des informations confidentielles par les juridictions nationales dans les procédures de mise en œuvre des règles de concurrence de l'Union européenne sur l'initiative de la sphère privée⁶¹. Celle-ci précise les mesures que les juridictions nationales peuvent imposer pour protéger les informations confidentielles pendant la procédure et une fois qu'elle est close, comme par exemple des occultations, des cercles de confidentialité, le recours à des experts ainsi que la tenue d'audiences.

3.3. Réexamen des règles relatives aux aides d'État

3.3.1. Finalisation du bilan de qualité des règles sur les aides d'État

En 2020, la Commission a achevé le bilan de qualité⁶², entamé en 2019, des règles régissant les aides d'État adoptées dans le cadre de l'ensemble de mesures relatives à la modernisation

⁵⁸ Directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne (JO L 349 du 5.12.2014, p. 1).

⁵⁹ Article 20 de la directive «dommages et intérêts».

⁶⁰ Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, ainsi que Royaume-Uni.

⁶¹ Communication de la Commission: communication relative à la protection des informations confidentielles par les juridictions nationales dans les procédures de mise en œuvre des règles de concurrence de l'Union européenne sur l'initiative de la sphère privée (JO C 242 du 22.7.2020, p. 1).

⁶² Le bilan de qualité a porté sur les règles suivantes, qui avaient été adoptées dans le cadre de la modernisation du contrôle des aides d'État: règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) [règlement (UE) n° 651/2014 de la

du contrôle de ces aides. Ce bilan a également permis d'évaluer les [lignes directrices sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires](#)⁶³ et la [communication sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme](#)⁶⁴. La Commission a vérifié si les règles étaient toujours en adéquation avec les objectifs fixés, y compris au regard du pacte vert pour l'Europe⁶⁵, de la nouvelle stratégie industrielle⁶⁶ et de la stratégie numérique⁶⁷ de la Commission.

Les résultats du bilan de qualité ont été publiés en octobre 2020. La Commission a jugé que les règles évaluées restent largement en adéquation avec les objectifs visés. Elle a cependant relevé la nécessité de remanier certaines dispositions, en apportant des éclaircissements, en rationalisant et en simplifiant davantage, ainsi qu'en apportant des adaptations pour tenir compte des évolutions législatives récentes, des priorités actuelles, de la transformation des marchés et des changements technologiques. Afin de disposer d'un délai suffisant pour apporter les modifications requises, la Commission a prolongé⁶⁸ la validité de ces règles sur les aides d'État jusqu'au 31 décembre 2021⁶⁹. À défaut, elles auraient expiré fin 2020.

Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1); règlement de minimis [règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JO L 352 du 24.12.2013, p. 1)]; lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale [lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020 (JO C 209 du 23.7.2013, p. 1)]; encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) [communication de la Commission: encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (JO C 198 du 27.6.2014, p. 1)]; communication relative aux projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) [communication de la Commission: critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (JO C 188 du 20.6.2014, p. 4)]; lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques [communication de la Commission: lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 19 du 22.1.2014, p. 4)]; lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes [communication de la Commission: lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes (JO C 99 du 4.4.2014, p. 3)]; lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie [communication de la Commission: lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (JO C 200 du 28.6.2014, p. 1)]; lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers [communication de la Commission: lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (JO C 249 du 31.7.2014, p. 1)]. Le bilan concernait également les lignes directrices de 2008 sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires et la communication de 2012 sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme. Ces règles n'ont pas été réexaminées dans le cadre de la modernisation du contrôle des aides d'État, mais une évaluation était pertinente au regard de l'évolution du droit de l'UE et de la pratique décisionnelle de la Commission.

⁶³ Communication de la Commission: lignes directrices communautaires sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires (JO C 184 du 22.7.2008, p. 13).

⁶⁴ Communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 392 du 19.12.2012, p. 1).

⁶⁵ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Le pacte vert pour l'Europe, COM(2019) 640 final, 11.12.2019.

⁶⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe, COM(2020)102 final, 10.3.2020.

⁶⁷ Communication de la Commission: Façonner l'avenir numérique de l'Europe, 19.2.2020.

⁶⁸ Communication de la Commission concernant la prorogation et la modification des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020, des lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques, des lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020, des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, de la communication concernant les critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État

3.3.2. Réexamen des règles relatives aux aides d'État à l'appui du pacte vert pour l'Europe

Les règles relatives aux aides d'État sont un maillon essentiel de la transition écologique. Conformément à la communication de la Commission «Le pacte vert pour l'Europe» et aux principes du bilan de qualité, les lignes directrices relatives aux aides d'État qui intéressent ce pacte font actuellement l'objet d'un examen ciblé qui devrait être terminé à fin 2021. Il s'agit notamment des [lignes directrices concernant les aides à finalité régionale](#)⁷⁰, de la [communication PIIEC](#)⁷¹, de l'[encadrement RDI](#)⁷², des [lignes directrices sur les aides au financement des risques](#), des [lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie \(LDEE\)](#)⁷³ et des dispositions pertinentes du [RGEC](#)⁷⁴. La version révisée des lignes directrices concernant le SEQE a été adoptée en 2020⁷⁵.

La version modifiée des lignes directrices relatives au SEQE est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, date à laquelle la nouvelle période d'échange de quotas a débuté. Les lignes directrices permettent aux États membres d'accorder aux entreprises des secteurs à risque une compensation couvrant partiellement la hausse des prix de l'électricité résultant des signaux de prix du carbone créés par le SEQE de l'UE (les «coûts des émissions indirectes»).

En novembre 2020, la Commission a invité les parties prenantes à formuler des observations⁷⁶ sur certains aspects des [lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie](#), en vue de leur révision prévue. Les lignes directrices, dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2021, ont été évaluées dans le cadre du bilan de qualité. Il ressort qu'elles ont permis de mener, de manière plus efficace et en réduisant les effets de distorsion, le déploiement de ressources publiques en vue d'améliorer la protection de l'environnement et de réaliser les objectifs de l'union de l'énergie. Ces lignes directrices doivent toutefois être adaptées pour tenir compte des nouvelles technologies et des types

destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun, de la communication de la Commission –Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation et de la communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 224 du 8.7.2020, p. 2).

⁶⁹ Les règles suivantes relatives aux aides d'État ont été prorogées au 31 décembre 2023: règlement général d'exemption par catégorie, règlement de minimis, lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers. Voir également le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter (JO L 215 du 7.7.2020, p. 3).

⁷⁰ Lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020, entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2014 (JO C 209 du 23.7.2013, p. 1).

⁷¹ Communication de la Commission: critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (JO C 188 du 20.6.2014, p. 4).

⁷² Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (JO C 198 du 27.6.2014, p. 1).

⁷³ Communication de la Commission: lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (JO C 200 du 28.6.2014, p. 1).

⁷⁴ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

⁷⁵ Communication de la Commission: lignes directrices concernant certaines aides d'État dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021, SEC(2020)320 final – SWD(2020) 190 final – SWD(2020) 191 – SWD(2020) 192 final – SWD(2020) 193 final – SWD(2020) 194 final – SWD(2020) 195 final, 21.9.2020.

⁷⁶ Communication de la Commission sollicitant des observations en vue de la révision des lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie, 12.11.2020.

d'aides innovants, ainsi que de la législation et des mesures récemment adoptées en matière d'environnement et d'énergie.

En 2020, la Commission a finalisé l'évaluation, dans le cadre du bilan de qualité, de la [communication relative aux projets importants d'intérêt européen commun \(PIIEC\)](#)⁷⁷ adoptée en 2014. Les résultats ont montré que les règles applicables aux PIIEC sont globalement adaptées aux objectifs poursuivis, mais que certaines modifications ciblées pourraient s'avérer utiles à la lumière de l'expérience acquise dans le cadre d'affaires ayant trait à des PIIEC (dans les domaines de la microélectronique et des batteries) et afin de faire en sorte que ces règles soutiennent pleinement les priorités de la Commission, en particulier le pacte vert pour l'Europe et la stratégie numérique, et qu'elles facilitent la participation des PME. Le coup d'envoi de la consultation concernant une version modifiée de la communication sur les PIIEC a été donné en février 2021.

3.3.3. Consultation des parties prenantes sur les lignes directrices relatives aux aides d'État dans le domaine du haut débit

En septembre 2020, la Commission a lancé une consultation publique invitant les États membres et les autres parties prenantes à soumettre leur point de vue et à formuler des observations sur les règles de l'Union relatives aux aides d'État applicables aux interventions publiques en faveur du déploiement des réseaux haut débit⁷⁸. Les [lignes directrices de 2013 sur les aides d'État dans le domaine du haut débit](#) permettent aux États membres de contribuer au déploiement des réseaux de communication haut débit, sous réserve du respect de certaines conditions⁷⁹. La consultation publique s'inscrit dans le cadre d'une évaluation globale, qui vise à déterminer si ces lignes directrices demeurent adaptées à leur finalité ou si elles devront être mises à jour à la lumière de l'évolution récente des technologies et du marché.

3.3.4. Poursuite de l'évaluation du paquet législatif relatif aux SIEG

En 2020, la Commission a poursuivi son évaluation du paquet législatif relatif aux [services d'intérêt économique général \(SIEG\)](#) adopté en 2012. Entamée en 2019, celle-ci porte sur la communication relative aux SIEG, la décision concernant les SIEG, l'encadrement des SIEG et le règlement *de minimis* sur les SIEG⁸⁰, en ce qu'ils sont applicables aux services sociaux et de santé (à l'exception de l'évaluation du règlement de minimis qui couvre un éventail plus large de secteurs). L'objectif général de ce paquet législatif est d'aider les États membres à financer les SIEG de première importance pour les citoyens et l'ensemble de la société, tout en préservant les aspects fondamentaux du contrôle des aides d'État. L'évaluation vise à

⁷⁷ Communication de la Commission: critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (JO C 188 du 20.6.2014, p. 4).

⁷⁸ Consultation publique: évaluation des règles en matière d'aides d'État pour le déploiement des infrastructures à haut débit. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/consultations/2020_broadband/index_en.html.

⁷⁹ Communication de la Commission: lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (JO C 25 du 26.1.2013, p. 1).

⁸⁰ Évaluation des règles en matière d'aides d'État pour les services sociaux et de santé d'intérêt économique général (SIEG) et le règlement de minimis applicable aux SIEG. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/evaluation_sgei_en.html.

vérifier si les règles propres aux SIEG applicables aux services sociaux et de santé sont toujours appropriées et si elles confèrent toujours une valeur ajoutée européenne. Ses résultats seront publiés en 2021.

3.3.5. Réexamen des règles relatives aux aides d'État dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche

En 2020, la Commission a poursuivi son réexamen des règles concernant les aides d'État dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Celui-ci porte sur le règlement d'exemption par catégorie pour le secteur agricole⁸¹, les lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales⁸², le règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche⁸³, le règlement concernant les aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture⁸⁴, ainsi que les lignes directrices sur les aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture⁸⁵. Ces instruments ont été prorogés en 2020 de manière à expirer fin 2022 et sont actuellement en cours d'évaluation. Les évaluations devraient être finalisées en 2021 et suivies d'analyses d'impact, conformément aux exigences à respecter pour «mieux légiférer». La Commission procède à ce réexamen dans le but d'établir de nouvelles règles en matière d'aides d'État en faveur des secteurs agricole et de la pêche, qui devraient être applicables à partir de 2023.

4. Contribution de la politique de concurrence de l'Union à la transition numérique et au renforcement du marché unique

Au moyen de son ambitieuse initiative «*Une Europe adaptée à l'ère du numérique*», la présidente von der Leyen a désigné le domaine du numérique comme une de ses principales priorités du mandat de la Commission. Sur les marchés concurrentiels, les entreprises doivent innover et gagner en efficacité pour prospérer. C'est particulièrement vrai sur les marchés numériques tirés par l'innovation et en rapide évolution. La mise en œuvre efficace des règles de concurrence de l'UE et les réformes réglementaires revêtent une importance cruciale pour que la transformation numérique de l'économie européenne contribue à une reprise résiliente de l'Union. En faisant appliquer ces règles, la Commission continue de lever les derniers obstacles au bon fonctionnement du marché unique.

4.1. La mise en œuvre des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles a favorisé la transition numérique et le renforcement du marché unique

⁸¹ Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 193 du 1.7.2014, p. 1).

⁸² Communication de la Commission: lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (JO C 204 du 1.7.2014, p. 1).

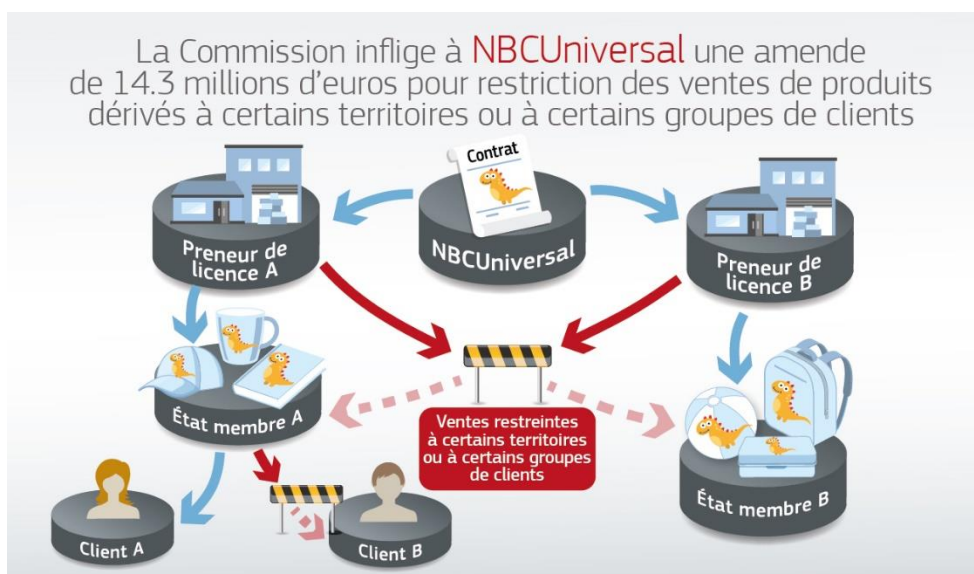
⁸³ Règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 369 du 24.12.2014, p. 37).

⁸⁴ Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO L 190 du 28.6.2014, p. 45).

⁸⁵ Communication de la Commission: Lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO C 217 du 2.7.2015, p. 1).

Sur les marchés des systèmes sur puces, la Commission a imposé des mesures provisoires à *Broadcom*⁸⁶, premier fournisseur mondial de jeux de puces utilisés pour les décodeurs de télévision et les modems, estimant à titre préliminaire que l'entreprise avait abusé de sa position dominante sur les marchés i) des décodeurs de télévision, ii) des modems fibre et iii) des modems xDSL en concluant avec des fabricants de décodeurs de télévision et de modems des contrats contenant des clauses induisant une exclusivité. En octobre 2020, la Commission a décidé de rendre juridiquement contraignants un certain nombre d'engagements proposés par *Broadcom*⁸⁷. L'entreprise s'est engagée à suspendre les accords d'exclusivité ou de quasi-exclusivité existants et les dispositions relatives aux systèmes sur puces pour décodeurs de télévision et modems internet contenues dans les contrats conclus avec des fabricants d'équipements d'origine. Elle a accepté de ne plus conclure de contrats similaires à l'avenir.

La Commission a conclu sa dernière enquête relative à la vente de produits dérivés sous licence en janvier 2020. Elle a infligé une amende de 14,3 millions d'euros à plusieurs sociétés appartenant à Comcast Corporation, dont *NBCUniversal*, pour avoir enfreint les règles de l'Union en matière de pratiques anticoncurrentielles⁸⁸. *NBCUniversal* avait inclus dans ses accords de licence portant sur les produits dérivés de films des clauses interdisant aux preneurs de licences la vente en ligne, la vente en dehors de territoires spécifiques ou encore la vente à des clients autres que ceux spécifiés. Ces clauses cloisonnaient le marché unique au détriment des consommateurs.



En février 2020, le groupe hôtelier espagnol *Meliá*, acteur du secteur des services d'hébergement hôtelier, s'est vu infliger une amende de 6,7 millions d'euros pour avoir inséré dans ses contrats avec des voyagistes des clauses selon lesquelles ces contrats n'étaient valables que pour les réservations effectuées par des résidents de pays spécifiques⁸⁹. La

⁸⁶ Affaire AT.40608 – Broadcom, décision de la Commission du 16.10.2019. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40608/40608_2791_11.pdf.

⁸⁷ Affaire AT.40608 – Broadcom – Engagements au titre de l'article 9 du règlement 1/2003, 7.10.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40608/40608_2794_3.pdf.

⁸⁸ Affaire AT.40433 – Produits dérivés de films, décision de la Commission du 30.1.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40433/40433_734_3.pdf.

⁸⁹ Affaire AT.40528 – Meliá (prix des réservations de vacances), décision de la Commission du 21.2.2020. Voir:

Commission a estimé que cette pratique cloisonnait le marché unique européen en limitant la capacité des voyagistes à vendre librement des hébergements dans n'importe quel pays de l'EEE et à répondre aux demandes directes des consommateurs résidant en dehors des pays visés.

En 2020, la Commission a progressé dans ses enquêtes sur les affaires en cours et en a ouvert plusieurs autres – d'importance majeure – relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le secteur du numérique.

Ainsi, en novembre, elle a adressé à *Amazon* une communication des griefs constatant, à titre provisoire, que l'entreprise avait abusé de sa position dominante, enfreignant les règles de l'Union en matière de pratiques anticoncurrentielles⁹⁰. Amazon opère en tant que distributeur sur sa propre place de marché et, dans le même temps, permet à des vendeurs indépendants de proposer leurs produits via cette même plateforme. Elle a accès à des données non publiques importantes de ces vendeurs. Elle injecte ces données dans ses algorithmes de commerce de détail et les utilise pour calibrer ses propres offres au détriment des autres vendeurs qui utilisent sa place de marché. Lors de son analyse préliminaire, la Commission a estimé que ce comportement permet à Amazon de tirer parti de sa position dominante sur le marché de la fourniture de services de place de marché en France et en Allemagne.

Toujours en novembre 2020, la Commission a ouvert une deuxième procédure formelle d'examen concernant les pratiques commerciales d'Amazon⁹¹. Celle-ci concerne un possible autofavoritisme et des pratiques discriminatoires sur la place de marché gérée par Amazon. La Commission soupçonne Amazon d'y favoriser ses propres offres de vente au détail ainsi que celles des vendeurs qui utilisent ses services de logistique et de livraison (à savoir son service «Fulfillment by Amazon sellers» ou FBA – en français «Expédié par Amazon»). Elle enquête plus précisément sur les critères appliqués par Amazon pour sélectionner les vendeurs de sa place de marché qui décrochent sa «Buy Box», ou «boîte d'achat». La Commission examine aussi les critères de sélection qui permettent aux vendeurs de proposer des produits aux abonnés d'Amazon Prime, le programme de fidélité de l'entreprise. Il est possible que ces critères conduisent également à un traitement préférentiel des activités de détail d'Amazon ou des vendeurs FBA. Pour pouvoir générer des ventes sur la place de marché d'Amazon, il est crucial pour les vendeurs de remporter la «boîte d'achat» et d'atteindre les clients Amazon Prime.

En juin 2020, la Commission a ouvert quatre procédures formelles à l'encontre d'*Apple*. L'une d'elles vise à déterminer si les modalités, conditions et autres mesures fixées par Apple pour intégrer Apple Pay aux applications et sites web de nature commerciale sur les iPhones et iPads enfreignent les règles de l'UE relatives aux pratiques anticoncurrentielles. Une autre s'intéresse à la limitation instaurée par Apple sur ses iPhones de l'accès à la fonctionnalité de communication en champ proche (Near Field Communication, NFC) – appelée «tap and

https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40528/40528_418_3.pdf.

⁹⁰ Pratiques anticoncurrentielles: la Commission adresse une communication des griefs à Amazon concernant l'utilisation des données non publiques de vendeurs indépendants et ouvre une seconde enquête sur ses pratiques en matière de commerce électronique, Communiqué de presse de la Commission du 10.11.2020 Voir:

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2077.

⁹¹ Affaire AT.40703 – Amazon – Buy Box, décision de la Commission du 10 novembre 2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40703/40703_67_4.pdf.

go» – pour les paiements en magasin, ainsi que sur des allégations de refus d'accès à Apple Pay⁹².

Deux autres procédures font suite à des plaintes distinctes déposées par Spotify et par un distributeur de livres électroniques et audio au sujet de l'incidence des règles de l'App Store sur la concurrence dans les domaines de la diffusion de musique en continu et des livres électroniques et audio. La Commission essaie de déterminer si les règles imposées par Apple aux développeurs concernant la distribution d'applications via l'App Store enfreignent les règles de concurrence de l'Union⁹³. Les enquêtes portent plus particulièrement sur l'utilisation obligatoire du système d'achat intégré d'Apple (par lequel l'entreprise facture aux développeurs d'applications une commission de 30 % sur les frais d'abonnement) et sur la manière dont la capacité des développeurs à informer librement les utilisateurs d'iPhone et d'iPad de possibilités moins coûteuses en dehors des achats intégrés aux applications peut se trouver restreinte. Le comportement en question peut également priver les développeurs d'applications concurrentes de données importantes sur les clients, tandis qu'Apple peut obtenir des données précieuses sur les activités et offres de ses concurrents.

Pour pouvoir appréhender de façon plus globale les problèmes de concurrence, la dynamique du marché et les défis commerciaux dans le secteur de l'internet des objets pour les consommateurs, la Commission a ouvert une enquête sectorielle sur l'internet des objets en juillet 2020⁹⁴. Elle se penchera sur les comportements qui pourraient restreindre ou fausser la concurrence et mériter une intervention rapide. Le rapport final sera publié en 2022.

En juillet 2020, la Commission a infligé des amendes à trois fournisseurs du secteur de l'énergie (*Orbia*, *Clariant* et *Celanese*), d'un montant total de 260 millions d'euros, pour s'être concertés en secret afin d'acheter de l'éthylène au prix le plus bas possible, au détriment des vendeurs d'éthylène⁹⁵. L'éthylène est un produit chimique inflammable, principalement utilisé pour fabriquer du polyéthylène, le plastique le plus courant de nos jours. Toutes les entreprises ont reconnu avoir participé à l'entente, ont coopéré avec la Commission aux fins de son enquête et ont accepté de conclure une transaction. Un quatrième participant, Westlake, n'a pas été sanctionné car il a révélé l'entente à la Commission.

La Commission a conclu deux autres enquêtes sur des ententes concernant des pièces automobiles en septembre 2020⁹⁶. Elle a sanctionné les fabricants *Brose* et *Kiekert* d'une

⁹² Pratiques anticoncurrentielles: la Commission ouvre une enquête sur les pratiques d'Apple concernant Apple Pay, communiqué de presse de la Commission du 16.6.2020. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1075.

⁹³ Pratiques anticoncurrentielles: la Commission ouvre des enquêtes sur les règles de l'App Store d'Apple, communiqué de presse de la Commission du 16.6.2020. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1073.

⁹⁴ Décision de la Commission du 16.7.2020 relative à l'ouverture d'une enquête sur le secteur des biens et services de consommation liés à l'internet des objets en vertu de l'article 17 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil, COM (2020) 4754 final. Voir: https://ec.europa.eu/competition/antitrust/IoT_decision_initiating_inquiry_fr.pdf.

⁹⁵ Affaire AT.40410 – Éthylène, décision de la Commission du 14.7.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/40410/40410_1654_6.pdf.

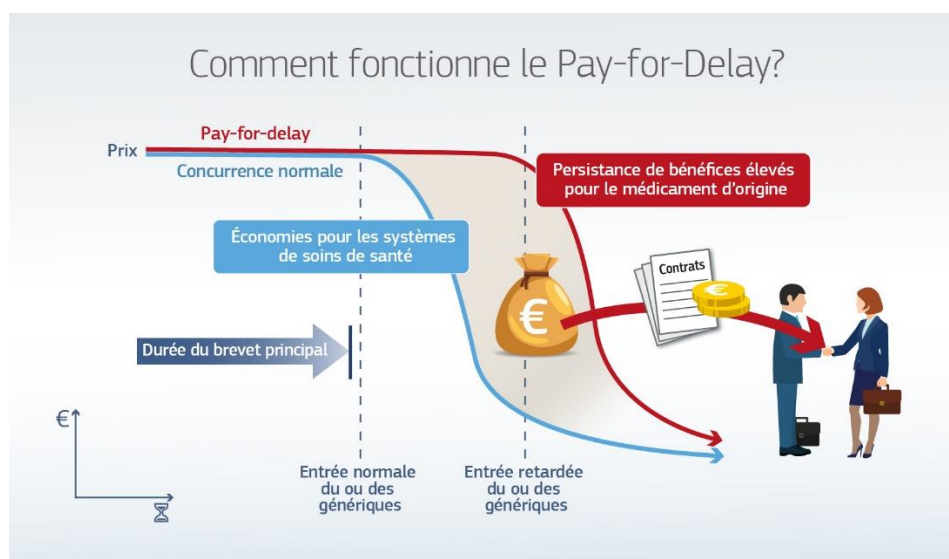
⁹⁶ Ces dernières années, la Commission a infligé des amendes pour participation à des ententes à des fournisseurs de divers types de pièces automobiles: roulements, faisceaux de fils électriques pour véhicules, mousses souples utilisées dans les sièges de véhicules, systèmes de chauffage de stationnement pour voitures et camions, alternateurs et démarreurs, systèmes de climatisation et de refroidissement du moteur, systèmes d'éclairage, systèmes de sécurité des occupants, bougies d'allumage, systèmes de freinage, ceintures de sécurité, airbags et volants.

amende de 18 millions d'euros au total. *Magna* et *Brose* avaient pris part à une entente bilatérale concernant des modules pour portières et des lève-vitres⁹⁷, tandis que l'arrangement entre *Magna* et *Kiekert* concernait des serrures et des gâches. Dans les deux cas, les entreprises fixaient les prix et échangeaient des informations commercialement sensibles. Aucune amende n'a été infligée à *Magna* car elle a révélé les deux ententes à la Commission.

L'accord de «report d'entrée» entre Teva et Cephalon

En novembre 2020, la Commission européenne a infligé des amendes⁹⁸ d'un montant total de 60,5 millions d'euros aux entreprises pharmaceutiques *Teva* et *Cephalon* pour s'être entendues pour retarder de plusieurs années l'entrée sur le marché d'une version générique moins chère du médicament de *Cephalon* traitant les troubles du sommeil, le modafinil, alors que les principaux brevets de l'entreprise avaient déjà expiré. L'accord avait été conclu bien avant l'acquisition de *Cephalon* par *Teva*. Cet accord enfreignait les règles de l'Union en matière de pratiques anticoncurrentielles et a causé un préjudice considérable aux patients et systèmes de soins de santé des États membres en maintenant artificiellement des prix élevés pour le modafinil.

La décision concerne un accord de règlement amiable en matière de brevets par lequel *Cephalon* a amené *Teva* à s'abstenir d'entrer sur le marché avec une version générique du modafinil, en échange d'un ensemble d'opérations commerciales qui ont profité à *Teva* et de paiements en espèces. *Teva* possédait ses propres brevets relatifs au procédé de fabrication du modafinil et était prête à pénétrer le marché de ce médicament avec sa propre version générique, qu'elle avait même commencé à vendre au Royaume-Uni. Elle a ensuite convenu avec *Cephalon* de se tenir à l'écart du marché et de ne pas contester les brevets que celle-ci détenait. L'enquête de la Commission a révélé que, pendant plusieurs années, cet accord «pay-for-delay» a eu pour objet et pour effet d'éliminer *Teva* en tant que concurrent et de permettre à *Cephalon* de continuer à pratiquer des prix élevés, même si ses principaux brevets sur le modafinil avaient expiré depuis longtemps.



4.2. Le contrôle des concentrations a contribué à la transition numérique et renforcé le marché unique

⁹⁷ Affaire AT.40299 – Systèmes de fermeture, décision de la Commission du 29.9.2020, version publique non encore disponible.

⁹⁸ Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2220.

En mai 2020, le Tribunal a prononcé l'annulation de la décision de la Commission de 2016 qui interdisait l'opération de concentration entre *Telefonica UK* et *Hutchinson 3G*⁹⁹. La Commission avait constaté que l'opération, faisant passer le nombre de concurrents de quatre à trois, aurait entraîné une hausse des prix et une limitation du choix pour les consommateurs sur le marché de la téléphonie mobile au Royaume-Uni. Le Tribunal a confirmé que la Commission est autorisée à interdire les concentrations qui n'ont pas pour effet de créer ou de renforcer une position dominante, mais uniquement si l'opération en question est susceptible de nuire à la concurrence dans une mesure équivalente à l'effet de position dominante. Il a cependant estimé que la Commission n'avait pas réussi à démontrer que la concentration conduirait à l'élimination d'une contrainte concurrentielle importante et, ce faisant, entraverait de manière significative le jeu d'une concurrence effective. La Commission a formé devant la Cour de justice un pourvoi contre cet arrêt.

En novembre 2020, la Commission a autorisé, sous réserve d'engagements, le projet d'acquisition de *Covage* par *SFR FTTH*, une entreprise contrôlée conjointement par Altice, Allianz et Omers¹⁰⁰. SFR FTTH et Covage sont des opérateurs de réseaux à fibre optique de premier plan en France. Covage vend des accès au réseau à fibre optique au niveau du marché de gros, tandis qu'Altice est présente tant sur le marché de gros que sur le marché de détail. La Commission a constaté que l'opération aurait conféré à l'entité issue de la concentration une position très forte sur le marché des services FTTO («fibre-to-the-office») de gros. Les autres opérateurs de détail auraient dès lors été confrontés à un choix réduit de fournisseurs de substitution. Comme Covage aurait été verticalement intégrée dans les activités de détail de SFR, l'entité issue de la concentration aurait eu à la fois la capacité et des raisons d'empêcher les opérateurs de détail concurrents d'accéder aux capacités de fibre optique de Covage au niveau du marché de gros. SFR a proposé de céder 95 % de l'activité FTTO de Covage et de conclure un contrat de services transitoire pour permettre à l'activité cédée de devenir totalement indépendante.

En décembre 2020, la Commission a autorisé l'acquisition de *Fitbit* par *Google* sous certaines conditions¹⁰¹. Fitbit développe, fabrique et distribue des montres intelligentes et des bracelets d'activité. La Commission craignait que Google puisse utiliser les bases de données de Fitbit et ainsi accroître le volume considérable de données déjà en sa possession pour personnaliser ses publicités. Elle s'inquiétait également de voir Google en mesure de restreindre l'accès des concurrents à l'interface de programmation d'application («API») web de Fitbit et de désavantager les fabricants concurrents d'appareils de technologie portable à porter au poignet en bridant leur interopérabilité avec les smartphones Android. Pour obtenir l'autorisation d'acquérir Fitbit, Google s'est engagé à ne pas utiliser les données de Fitbit pour ses propres publicités et à les stocker séparément dans des silos de données. L'entreprise a également pris l'engagement de continuer à offrir aux tiers concernés la possibilité d'accéder aux données relatives à la santé et à la condition physique des utilisateurs des applications logicielles via

⁹⁹ Affaire T-399/16 – CK Telecoms UK Investments Ltd/Commission européenne, arrêt du Tribunal du 28.5.2020. Voir: <http://curia.europa.eu/juris/liste.jsf?num=T-399/16>.

¹⁰⁰ Affaire M.9728 – Altice/Omers/Allianz/Covage, décision de la Commission du 27.11.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9728.

¹⁰¹ Affaire M.9660 – Google/Fitbit, décision de la Commission du 17.12.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9660.

l'API web de Fitbit, sans frais et sous réserve du consentement de l'utilisateur. Elle s'est engagée à continuer à autoriser l'interopérabilité avec les smartphones Android pour les appareils des concurrents. Enfin, les engagements prévoient un mécanisme de règlement accéléré des différends pouvant être invoqué par des tiers.

Dans le domaine de la fourniture de carburants moteur et de produits connexes, en juillet 2020, la Commission européenne a autorisé, sous certaines conditions, l'acquisition de *Grupa Lotos* par *PKN Orlen*, deux grandes compagnies pétrolières et gazières intégrées polonaises¹⁰². Elle redoutait que l'opération, telle que notifiée à l'origine, ne nuise à la concurrence sur les marchés des carburants moteur en Pologne, des carburateurs en Pologne et en République tchèque et des produits connexes (tels que les différents types de bitume) en Pologne. PKN Orlen a proposé une série de cessions et d'autres engagements, parmi lesquels la cession d'une participation dans une raffinerie, de dépôts, de stations-service et d'usines de production de bitume. La Commission est parvenue à la conclusion que ces mesures correctives permettraient aux concurrents de soumettre l'entité née de la concentration à une concurrence effective sur les marchés concernés.

Dans le secteur du transport ferroviaire, en juillet 2020, la Commission a autorisé, sous certaines conditions, l'acquisition de *Bombardier Transportation* par *Alstom*¹⁰³. Leaders mondiaux du transport ferroviaire, Alstom et Bombardier sont en concurrence pour la fabrication et la fourniture de trains («matériel roulant») à très grande vitesse et de solutions de signalisation pour chemins de fer. Au terme de son enquête, la Commission a estimé que l'opération envisagée aurait posé de graves problèmes de concurrence. À l'issue de la concentration, Alstom serait devenu le leader incontesté sur les marchés du matériel roulant à très grande vitesse et du matériel roulant grandes lignes, ainsi que de la signalisation grandes lignes. La Commission a accepté toute une série d'engagements proposés par les entreprises concernées. Outre la cession de plateformes de trains et d'usines de production de matériel roulant à très grande vitesse et de matériel roulant grandes lignes, Alstom et Bombardier ont proposé de mettre à la disposition des concurrents du secteur de la signalisation les dispositifs embarqués existants, ainsi que le soutien et les informations nécessaires à la compatibilité.

¹⁰² Affaire M.9014 – PKN Orlen/Grupa Lotos, décision de la Commission du 14.7.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9014.

¹⁰³ Affaire M.9779 – Alstom/Bombardier Transportation, décision de la Commission du 31.7.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9779.

La concentration entre Fiat Chrysler et Peugeot

Dans le secteur automobile, la Commission a autorisé, à la suite d'un examen approfondi, la concentration entre Fiat Chrysler Automobiles (FCA) et Peugeot SA (PSA), en l'assortissant de certaines conditions¹⁰⁴. L'opération a donné naissance au quatrième groupe automobile mondial, baptisé Stellantis. La Commission a estimé que la concentration porterait atteinte à la concurrence sur le marché des petits véhicules utilitaires légers (VUL) dans plusieurs États membres. Les entreprises parties à la concentration se sont engagées à étendre l'accord de coopération qui lie actuellement PSA et Toyota dans le domaine des petits VUL et en vertu duquel PSA fabrique des véhicules Toyota destinés à la vente dans l'Union européenne. Cette extension consistera en une augmentation de la capacité de production disponible pour Toyota et en une réduction des prix de transfert appliqués aux véhicules concernés et aux pièces détachées et accessoires correspondants. Ces mesures permettront à Toyota de concurrencer de manière effective Stellantis et de se développer sur le marché européen des petits VUL. En outre, FCA et PSA ont accepté de modifier les accords de réparation et d'entretien conclus avec leurs réseaux de réparateurs. Ces réseaux deviendront plus facilement accessibles, ouvrant ainsi le marché des petits VUL à la concurrence des acteurs existants et des nouveaux entrants.

4.3. Les aides d'État ont facilité la transition numérique et la protection du marché unique

Des infrastructures haut débit qui répondent aux besoins en termes de vitesse, de capacité et de qualité numériques très élevées sont essentielles pour atteindre les objectifs de connectivité de l'Union à l'horizon 2025 définis dans la stratégie numérique¹⁰⁵. Les aides d'État favorisent le déploiement de réseaux à haut débit très performants dans l'UE en remédiant aux défaillances du marché, lesquelles surviennent dans les situations et les zones où rien ne motive les opérateurs à assurer une couverture haut débit suffisante.

En août 2020, la Commission a autorisé un système de crédits de 200 millions d'euros pour aider les familles italiennes à faibles revenus à accéder à des services haut débit¹⁰⁶. Ce régime d'aides d'État permettra de réduire la fracture numérique en Italie tout en limitant les distorsions de concurrence possibles. En décembre 2020, la Commission a également autorisé un système de crédits pour un montant de 20 millions d'euros visant à aider les étudiants grecs à accéder aux services haut débit et de bénéficier de l'apprentissage en ligne à distance¹⁰⁷.

La Commission a autorisé, en vertu des règles de l'Union relatives aux aides d'État, un régime allemand destiné à soutenir le déploiement de réseaux à haut débit de très grande capacité en Allemagne¹⁰⁸. Ce régime vise à développer une nouvelle infrastructure de connectivité à très haute capacité financée par des fonds publics qui proposera un internet plus rapide aux ménages, aux entreprises et aux institutions publiques en Allemagne. L'Allemagne donnera la priorité aux foyers où les débits sont inférieurs à 100 mégabits par seconde afin de

¹⁰⁴ Affaire M.9730 – FCA/PSA, décision de la Commission du 21.12.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/iseef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9730.

¹⁰⁵ Communication de la Commission: façonner l'avenir numérique de l'Europe, 19.2.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-shaping-europes-digital-future-feb2020_fr.pdf.

¹⁰⁶ Affaire SA.57495 – Italie – Crédits haut débit pour certaines catégories de familles, COM(2020) 5269 final, décision de la Commission du 4.8.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202037/286902_2187163_119_2.pdf.

¹⁰⁷ Affaire SA.57357 – Grèce – Système de crédits haut débit pour étudiants, COM(2020) 8441 final, décision de la Commission du 3.12.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/20212/288333_2230042_140_2.pdf.

¹⁰⁸ Affaire SA.52732 – Allemagne – Régime gigabit national, COM(2020) 7859 final, décision de la Commission du 13.11.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases1/202048/288295_2213478_121_2.pdf.

contribuer à réduire la fracture numérique entre ses zones rurales et urbaines. Grâce à ce régime, le pays entend mettre les réseaux gigabit à la disposition de tous ses citoyens d'ici à la fin de 2025.

5. Contribution de la politique de concurrence de l'Union à la transition écologique

L'Union européenne est fermement résolue à relever les défis du changement climatique et de la dégradation de l'environnement et à promouvoir le pacte vert pour l'Europe en tant que stratégie de croissance de l'UE. L'innovation écologique est non seulement au cœur de son ambition politique, mais elle se reflète dans ses propositions réglementaires et ses priorités de financement. La politique de concurrence de l'UE est en mesure de contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques de l'Union, notamment la décarbonation de l'économie et le passage des combustibles fossiles polluants à des combustibles de substitution dans le secteur des transports, conformément à la politique de mobilité de la Commission.

C'est dans ce contexte que la Commission a publié, en octobre 2020, un [appel à contributions concernant la manière dont les règles de concurrence et les politiques en matière de durabilité interagissent](#)¹⁰⁹. Elle a invité diverses parties prenantes, notamment des experts des questions de concurrence, des universitaires, des représentants du monde de l'entreprise, des groupes de défense de l'environnement et des organisations de consommateurs, à soumettre leur point de vue et leurs observations sur la manière dont les politiques relatives aux pratiques anticoncurrentielles, aux concentrations et aux aides d'État s'articulent avec les politiques sur l'environnement et le climat. Les contributions ont été prises en compte lors d'une [conférence](#) qui s'est tenue en février 2021. Un rapport sur les réflexions issues du processus de consultation devrait paraître à la mi-2021.

5.1. Des aides d'État qui facilitent la transition écologique

Dans le domaine du contrôle des aides d'État, la Commission a évalué et autorisé des mesures publiques visant à promouvoir le déploiement des énergies renouvelables, à améliorer l'efficacité énergétique, à soutenir, le cas échéant, le déploiement d'infrastructures de mobilité à émissions nulles ou faibles, à stimuler la demande de véhicules à émissions nulles ou faibles pour les transports publics et privés, ainsi qu'à réduire les émissions de CO₂ et autres (y compris par la décarbonation) ou à améliorer la circularité.

En juillet 2020, la Commission a donné son feu vert à un régime d'aides en faveur de la production d'électricité à partir de sources renouvelables en Irlande, le «Renewable Electricity Support Scheme» (RESS)¹¹⁰. Ce régime aidera l'Irlande à atteindre son objectif national d'abandon des combustibles fossiles et à faire en sorte que la part des énergies renouvelables dans son bouquet électrique passe à 70 % d'ici à 2030. La Commission a

¹⁰⁹ La politique de concurrence à l'appui du pacte vert pour l'Europe – Appel à contributions, note de la Commission du 13 octobre 2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/information/green_deal/call_for_contributions_fr.pdf.

¹¹⁰ Affaire SA.54683 – Régime d'aide irlandais Renewable Electricity Support Scheme, décision de la Commission du 20.7.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_54683.

estimé que l'aide était nécessaire, qu'elle avait un effet incitatif et qu'elle était proportionnée et limitée au minimum nécessaire, du fait que son montant sera fixé au moyen d'enchères permettant à la concurrence de s'exercer. Ce dossier montre également comment soutenir des projets développés par des communautés d'énergie renouvelable et au profit de communautés qui accueillent des projets soutenus par le RESS dans le respect des règles relatives aux aides d'État.

En mai 2020, la Commission a établi que l'indemnité de 52,5 millions d'euros accordée par les Pays-Bas à la centrale au charbon Hemweg pour sa fermeture anticipée était conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'État¹¹¹. La mesure contribuera à la réduction des émissions de CO₂ sans fausser indûment la concurrence sur le marché unique de l'UE. La Commission a pris une décision similaire en ce qui concerne les indemnités prévues pour les fermetures anticipées de centrales au charbon en Allemagne¹¹².

En novembre 2020, la Commission a autorisé un régime roumain visant à soutenir la construction et/ou la modernisation de systèmes de chauffage urbain, alimentés exclusivement par des sources d'énergie renouvelable¹¹³. Cette mesure permettra de passer de la production d'énergie à partir de combustibles fossiles à la production de chaleur à partir de sources d'énergie renouvelable. Les règles de l'Union en matière d'aides d'État autorisent les États membres à soutenir les installations de production et les réseaux de distribution de chauffage urbain, sous réserve du respect de certaines conditions énoncées dans les lignes directrices de la Commission concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie. Le plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe, publié par la Commission en janvier 2020, permet aux États membres d'augmenter le montant maximal des aides octroyées en faveur de la production de chauffage urbain.

En décembre 2020, la Commission a autorisé un régime d'aide néerlandais d'un montant de 30 milliards d'euros en faveur de projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre aux Pays-Bas¹¹⁴. Ce régime (Stimulerend Duurzame Energieproductie, «SDE++») contribuera à la réalisation des objectifs environnementaux de l'UE sans fausser indûment la concurrence. Innovant, il sera ouvert aux projets reposant sur diverses technologies: l'électricité, le gaz et la chaleur renouvelables, l'utilisation des rejets thermiques industriels et de pompes à chaleur, l'électrification des procédés thermiques industriels et l'électrification de la production d'hydrogène, ainsi que le captage et le stockage du carbone pour les procédés industriels, y compris la production d'hydrogène et l'incinération des déchets. Les projets seront soumis à une procédure de mise en concurrence sur la base de la quantité d'émissions de CO₂ évitées par rapport à un niveau de référence.

¹¹¹ Affaire SA.54537 – Pays-Bas – Interdiction de l'usage du charbon pour la production d'électricité aux Pays-Bas, décision de la Commission du 12.5.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/1/202025/284556_2165085_151_2.pdf.

¹¹² Affaire SA.58181 – Mécanisme d'appels d'offres pour l'abandon progressif du charbon en Allemagne, décision de la Commission du 25.11.2020. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_2208.

¹¹³ Affaire SA.55433 – Projets d'aide aux énergies renouvelables pour le chauffage urbain, décision de la Commission du 6.11.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/1/20214/287759_2235900_143_2.pdf.

¹¹⁴ Affaire SA.53525 – Pays-Bas – Régime SDE++ dédié aux projets de réduction des gaz à effet de serre, y compris les énergies renouvelables, décision de la Commission du 14.12.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_53525.

Deuxième projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) dans le secteur des batteries

Tout au long de l'année 2020, des discussions se sont tenues entre 12 États membres et la Commission au sujet d'un deuxième PIIEC relatif à la chaîne de valeur des batteries. En décembre 2020, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie et la Suède ont notifié conjointement le deuxième PIIEC sur les batteries pour l'électromobilité et le stockage de l'énergie. Baptisé «European Battery Innovation», ce projet soutiendra la recherche et l'innovation dans la chaîne de valeur des batteries. Les 12 États membres susmentionnés lui consacreront jusqu'à 2,9 milliards d'euros de fonds au cours des prochaines années. Ce financement public devrait permettre de mobiliser un complément de 9 milliards d'euros en investissements privés. Ce projet vient compléter le premier PIIEC relatif à la chaîne de valeur des batteries, que la Commission a autorisé en décembre 2019. Il est en accord avec les politiques de la Commission visant à remplacer les combustibles fossiles néfastes pour l'environnement par des technologies utilisant des carburants de substitution. Il s'inscrit également dans la double transition de l'économie européenne, telle qu'énoncée dans le pacte vert pour l'Europe et la stratégie numérique de l'UE¹¹⁵. En janvier 2021, la Commission a adopté une décision autorisant ce PIIEC¹¹⁶.

Au cours de l'année 2020, les discussions se sont poursuivies entre la Commission, les États membres et les milieux industriels concernant d'éventuels nouveaux PIIEC dans les domaines des technologies de l'hydrogène, des industries à faibles émissions de carbone, de la microélectronique et des batteries.

5.2. La mise en œuvre des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles et le contrôle des concentrations contribuent à la transition écologique

La mise en œuvre des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles peut non seulement cibler les comportements d'entreprises qui viseraient à restreindre la concurrence dans le domaine du développement de technologies propres, mais aussi dissuader ceux qui auraient pour but d'empêcher l'accès à des infrastructures essentielles ou la libre circulation des ressources nécessaires à l'économie circulaire et à la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe.

En 2020, la Commission a poursuivi l'enquête qu'elle avait ouverte contre BMW, Daimler et VW (Volkswagen, Audi et Porsche) concernant une restriction présumée de la concurrence dans le domaine des technologies de réduction des émissions¹¹⁷.

Les mesures visant à faire respecter les règles d'ententes et d'abus de position dominante peuvent également contribuer à la réalisation de l'objectif du pacte vert pour l'Europe consistant à rendre le secteur du transport ferroviaire de passagers plus compétitif et attractif.

¹¹⁵ Communication de la Commission: façonner l'avenir numérique de l'Europe, 19.2.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-shaping-europes-digital-future-feb2020_fr.pdf.

¹¹⁶ Aides d'État: la Commission autorise une aide publique de 2,9 milliards d'euros accordée par douze États membres pour un deuxième projet paneuropéen de recherche et d'innovation portant sur l'ensemble de la chaîne de valeur des batteries, communiqué de presse de la Commission du 26.1.2021. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_226. La version non confidentielle de la décision sera publiée sous les numéros SA.55831 (Allemagne), SA.55855 (Autriche), SA.55840 (Belgique), SA.55844 (Croatie), SA.55896 (Espagne), SA.55846 (Finlande), SA.55858 (France), SA.56665 (Grèce), SA.55813 (Italie), SA.55859 (Pologne), SA.55819 (Slovaquie) et SA.55854 (Suède) dans le registre des aides d'État figurant sur le site web de la DG Concurrence. Voir: https://ec.europa.eu/competition/state_aid/register/.

¹¹⁷ Affaire AT.40178 – Émissions dues aux voitures, communication des griefs de la Commission du 5 avril 2019. Voir:

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_2008.

Dans ce contexte, la Commission a poursuivi ses enquêtes en cours¹¹⁸. Dans l'affaire du réseau ferroviaire tchèque, l'opérateur ferroviaire historique České dráhy (ČD) est soupçonné de pratiquer des prix prédateurs sur la ligne de transport de passagers Prague-Ostrava, colonne vertébrale du réseau ferroviaire tchèque. En octobre 2020, une communication des griefs de la Commission lui a été adressée¹¹⁹.

6. Une économie au service des personnes – Contribution de la politique de concurrence de l'UE à une union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable

L'économie sociale de marché, qui constitue un des fondements sur lesquels repose l'Union européenne, est sous-tendue par la politique de concurrence de l'Union. Pour que citoyens et entreprises prospèrent, il faut une économie qui soit à leur service. En 2020, la Commission a soutenu cette grande ambition en promouvant la concurrence, l'égalité des conditions de concurrence et le numérique au moyen d'une série d'initiatives visant à mettre en œuvre le plan de relance dans le contexte du Semestre européen, de l'union des marchés de capitaux, de l'union bancaire et de l'imposition effective¹²⁰.

6.1. Assurer la durabilité dans le secteur bancaire

En 2020, il n'y a pas eu de nouvelles affaires concernant des aides d'État aux établissements financiers. Néanmoins, la Commission a autorisé la prorogation de régimes qui existaient déjà et en vertu desquels les États membres peuvent, si le besoin s'en fait sentir dans un cas concret, aider des établissements financiers ou des coopératives de crédit de très petite taille confrontés à de graves difficultés à sortir du marché en bonne et due forme. Elle a autorisé de tels régimes en Pologne, en Italie et en Irlande¹²¹. La Commission a également donné son feu vert à des régimes de soutien de trésorerie permettant d'aider, en cas de besoin dans une

¹¹⁸ La Commission poursuivra ses enquêtes en matière de pratiques anticoncurrentielles, notamment dans l'affaire qui concerne la suspicion de prix prédateurs pratiqués sur la ligne ferroviaire de transport de passagers Prague-Ostrava, qui constitue la colonne vertébrale du réseau ferroviaire tchèque.

¹¹⁹ Affaire AT.40156 – Réseau ferroviaire tchèque: la Commission adresse une communication des griefs à České dráhy pour pratiques présumées de prix prédateurs. Voir: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2017.

¹²⁰ Communication de la Commission: plan d'action visant à lutter contre la fraude fiscale et à simplifier et à faciliter la fiscalité (T2 2020) figurant dans le remaniement du programme de travail de la Commission pour 2020, COM(2020) 440 final, annexes 1 et 2, 27.5.2020.

¹²¹ Affaire SA.58389 – Cinquième prolongation du régime de résolution pour les banques coopératives et les petites banques commerciales, décision de la Commission du 29.10.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_58389; affaire SA.56635 – Dixième prolongation du régime de liquidation ordonnée des coopératives de crédit, décision de la Commission du 8.6.2020. Voir: https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_56635; affaire SA.57053 –

Onzième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation des coopératives de crédit, décision de la Commission du 8.5.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57053; affaire SA.58819 – Douzième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation des coopératives de crédit, décision de la Commission du 30.10.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_58819; affaire SA.57378 – Seizième prolongation du régime de résolution des coopératives de crédit 2020-2021, décision de la Commission du 12.6.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57378; affaire SA.57516 – Régime italien de liquidation ordonnée des petites banques. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?fuseaction=dsp_result&policy_area_id=3.

situation concrète, des banques viables confrontées à des problèmes de trésorerie temporaires, en Grèce et en Italie¹²².

Les États membres ont continué à promouvoir la création ou l'expansion des banques de développement. Du point de vue des aides d'État, les banques de développement financées par des fonds publics peuvent opérer dans le cadre d'un mandat bien défini qui remédie aux défaillances du marché, à condition qu'elles n'évincent pas les établissements financiers commerciaux. En 2020, la Commission a autorisé l'octroi de fonds à Invest International, un nouvel établissement de financement du développement établi aux Pays-Bas¹²³. Elle en a fait de même pour le financement de la création de la Scottish National Investment Bank¹²⁴. Enfin, elle a approuvé la création au Portugal d'une nouvelle banque nationale de développement, Banco Português de Fomento¹²⁵. Au cours de l'année 2020, des régimes exempts d'aides ont continué à s'appliquer en Italie («GACS») et en Grèce («Hercules»), où ils ont été mis en place pour remédier au problème persistant du niveau élevé de prêts non productifs. Ces régimes constituent de parfaits exemples de la façon dont les États membres peuvent aider leurs banques à assainir leurs bilans sans octroyer d'aide ni fausser la concurrence.

6.2. Agir contre les avantages fiscaux sélectifs

La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales figure en bonne place dans la liste des priorités de la Commission. En 2020, la Commission a poursuivi son enquête concernant des allégations d'aides d'État octroyées par les Pays-Bas à Inter IKEA, Starbucks et Nike, par le Luxembourg à Huhtamäki, et par la Belgique à 39 entreprises bénéficiaires du régime belge d'exonération des bénéfices excédentaires.

En juillet 2020, le Tribunal a prononcé l'annulation de la décision de la Commission de 2016, par laquelle cette dernière avait établi que deux décisions fiscales irlandaises en faveur d'Apple constituaient des aides d'État incompatibles avec le marché intérieur. Le Tribunal a estimé que la Commission n'avait pas démontré à suffisance de droit qu'Apple avait bénéficié d'un avantage économique sélectif¹²⁶. Il a également considéré que la Commission n'avait pas prouvé que les décisions fiscales contestées étaient la conséquence du pouvoir discrétionnaire exercé par les autorités fiscales irlandaises. En outre, il a estimé que la Commission n'avait pas réussi à démontrer que l'existence d'erreurs méthodologiques dans le cadre des décisions

¹²² Affaire SA.57262 – Prolongation du régime grec de garanties publiques en faveur des banques du 01.06.2020 au 30.11.2020 (art. 2 de la loi 3723/2008), décision de la Commission du 16.6.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57262; affaire SA.57515 – COVID-19 – Régime italien de soutien à la liquidité des banques, décision de la Commission du 10.11.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_57515.

¹²³ Affaire SA.55465 – Invest International, décision de la Commission du 29.5.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_55465.

¹²⁴ Affaire SA.54780 – Scottish National Investment Bank, décision de la Commission du 5.11.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_54780.

¹²⁵ Affaire SA.55719 – Banco Português de Fomento, décision de la Commission du 4.8.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=3_SA_55719.

¹²⁶ Affaires T-778/16 et T-892/16 – Aides d'État – Aide mise en exécution par l'Irlande – Décision déclarant l'aide incompatible avec le marché intérieur et illégale et ordonnant sa récupération – Décisions fiscales anticipatives (tax rulings) – Avantages fiscaux sélectifs – Principe de pleine concurrence, arrêt du 15.7.2020. Voir:

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=228621&doclang=fr>.

fiscales qui auraient conduit à une réduction des bénéfices imposables d'Apple en Irlande. La Commission a formé devant la Cour un pourvoi contre cet arrêt¹²⁷.

7. Unir les forces pour encourager une culture de la concurrence européenne et mondiale

7.1. Coopération avec les autorités nationales de concurrence au sein du réseau européen de la concurrence

En 2020, la Commission et les autorités nationales de concurrence de tous les États membres de l'UE ont continué de coopérer et de veiller à l'application cohérente des articles 101 et 102 du TFUE par l'intermédiaire du réseau européen de la concurrence (REC)¹²⁸. L'objectif du REC est de créer un cadre juridique efficace pour faire respecter le droit de la concurrence de l'Union par les entreprises qui se livrent à des pratiques commerciales transfrontières restreignant la concurrence.

En 2020, 139 nouvelles enquêtes ont été ouvertes au sein du réseau et 97 décisions envisagées ont été soumises. Ces chiffres incluent respectivement les enquêtes et les décisions de la Commission. Outre ces mécanismes de coopérations prévus par le règlement (CE) n° 1/2003, d'autres flux de coopération du REC garantissent également une mise en œuvre cohérente des règles de concurrence de l'Union. Le réseau se réunit régulièrement pour examiner, à un stade précoce, des problèmes concernant les politiques menées ainsi que des questions d'importance stratégique. En 2020, 24 réunions entre groupes de travail horizontaux et sous-groupes sectoriels ont été organisées, lors desquelles les agents des autorités de concurrence de l'Union ont échangé leurs points de vue. Comme décrit à la section 2.2 ci-dessus, le REC a publié une déclaration commune sur l'application des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le contexte de la crise de la COVID-19 et a travaillé en étroite collaboration avec la Commission sur les problèmes de concurrence liés à la COVID-19.

En 2020, la Commission a supervisé et accompagné les États membres dans leurs efforts pour transposer la directive REC+ en droit national pour le 4 février 2021 au plus tard¹²⁹. Cette directive permettra de garantir que les autorités nationales de concurrence, dans leur application des mêmes dispositions juridiques (à savoir, les règles de l'UE relatives aux pratiques anticoncurrentielles), disposent d'outils de mise en œuvre efficaces et des ressources nécessaires pour détecter et sanctionner les entreprises qui enfreignent les articles 101 et 102 du TFUE. Elle vise également à leur assurer une totale indépendance lors de la prise de décisions, sur la base des faits et de la législation.

¹²⁷ Déclaration de la vice-présidente exécutive Margrethe Vestager sur la décision de la Commission de faire appel de l'arrêt du Tribunal dans l'affaire des aides d'État fiscales à Apple en Irlande, déclaration de la Commission du 25.9.2020. Voir:

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/STATEMENT_20_1746.

¹²⁸ Communication de la Commission relative à la coopération au sein du réseau des autorités de concurrence (JO C 101 du 27.4.2004, p. 43, et JO C 374 du 13.10.2016, p. 10). Voir:

[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:52004XC0427\(02\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:52004XC0427(02)).

¹²⁹ Directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur (JO L 11 du 14.1.2019, p. 3).

7.2. Nouvelle initiative visant à renforcer la boîte à outils de la Commission dans le contexte mondial

L'économie de l'Union est ouverte et étroitement liée au reste du monde. Pour qu'elle demeure un atout, l'Union doit disposer des outils appropriés pour garantir un environnement équitable pour les entreprises au sein du marché unique. Les subventions accordées par les États membres ont toujours été soumises aux règles strictes de l'UE en matière d'aides d'État. En revanche, celles qui sont octroyées par les pouvoirs publics de pays tiers à des entreprises exerçant leurs activités dans l'UE semblent avoir un effet de distorsion croissant sur le marché intérieur, mais elles ne sont pas soumises au contrôle des aides d'État de l'UE.

Pour ouvrir un débat sur de nouveaux instruments visant à combler ce vide réglementaire, la Commission a adopté un [livre blanc sur les subventions étrangères](#)¹³⁰ en juin 2020. Celui-ci a fait l'objet d'une vaste consultation des parties prenantes en 2020. En 2021, la Commission présentera une proposition législative relative à l'établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères.

Livre blanc relatif à l'établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères

Ce livre blanc présente plusieurs solutions complémentaires à envisager pour combler les lacunes réglementaires existantes:

Le **module 1** propose la mise en place d'un instrument général d'examen permettant d'identifier toutes les situations de marché possibles dans lesquelles des subventions étrangères sont susceptibles de générer des distorsions dans le marché unique. L'autorité de surveillance proposée pourrait agir sur la foi de tout élément indiquant qu'une entreprise exerçant des activités dans l'UE bénéficie d'une subvention étrangère et imposer des mesures pour remédier aux effets de distorsion probables (paiements réparateurs, mesures correctives de nature structurelle ou comportementale, entre autres). Elle pourrait aussi considérer que l'activité ou l'investissement subventionné a un effet positif qui l'emporte sur la distorsion, auquel cas elle ne poursuivrait pas l'enquête («critère d'examen de l'intérêt de l'Union»).

Le **module 2** a pour objet de garantir que les subventions étrangères ne procurent pas un avantage indu à leurs bénéficiaires lorsqu'ils acquièrent (des participations dans) des entreprises de l'UE. Il prévoit que les entreprises bénéficiant d'aides financières d'autorités d'un pays non membre de l'Union seraient tenues de notifier à l'autorité de surveillance compétente toute acquisition d'entreprise de l'UE dépassant un certain seuil. L'autorité de surveillance compétente pourrait alors soit accepter des engagements de la partie notifiante qui sont effectivement de nature à remédier à la distorsion constatée, soit interdire l'acquisition.

Enfin, le **module 3** propose un mécanisme par lequel les soumissionnaires de procédures de passation de marché public seraient tenus de notifier les contributions financières reçues de pays non membres de l'UE à l'autorité compétente, qui évaluera alors s'il existe une subvention étrangère et si elle fausse l'attribution du marché public. Si tel est le cas, le soumissionnaire pourrait se voir exclu de la procédure de passation de marché.

¹³⁰ Livre blanc relatif à l'établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères, COM(2020) 253, 17.6.2020.

7.3. Coopération multilatérale et bilatérale à travers le monde

La Commission a continué de prendre une part active à la coopération internationale¹³¹ dans le domaine de la concurrence, au niveau aussi bien multilatéral que bilatéral, malgré les contraintes liées à la pandémie.

L'UE est convaincue du pouvoir et des vertus de la coopération, ainsi que d'une réforme des organisations internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres organisations multilatérales, pour les adapter aux réalités d'aujourd'hui. La réforme des règles en matière de subventions compte parmi les principales priorités de l'Union européenne en ce qui concerne la modernisation des règles commerciales de l'OMC. À cet effet, l'UE, les États-Unis et le Japon ont convenu en janvier 2020, dans une déclaration commune, de renforcer les règles existantes concernant les subventions industrielles¹³². En 2020, la Commission a continué de participer activement aux enceintes internationales dans le domaine de la concurrence, telles que le Comité de la concurrence de l'OCDE, le Réseau international de la concurrence (RIC), la Banque mondiale et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

En 2020, l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne¹³³ s'est appliqué, y compris ses dispositions relatives aux aides d'État et aux affaires de concurrence. La Commission a publié des orientations concernant l'application de cet accord dans le domaine de la concurrence¹³⁴. Décembre 2020 a vu la finalisation des négociations concernant l'accord de commerce et de coopération (ACC) entre l'Union et le Royaume-Uni¹³⁵. Cet accord s'applique provisoirement à partir du 1^{er} janvier 2021. La concurrence et les subventions y sont traitées de manière exhaustive afin d'empêcher que le jeu de la concurrence entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ne soit faussé après la sortie du pays.

En décembre 2020, l'UE et la Chine ont conclu, sur le principe, les négociations en vue d'un accord global sur les investissements (AGI)¹³⁶. La Chine s'est engagée à élargir l'accès à ses marchés pour les investisseurs de l'Union, notamment en ouvrant certains nouveaux marchés importants. Elle s'est également engagée à garantir un traitement équitable aux entreprises de l'UE afin qu'elles puissent affronter la concurrence chinoise dans des conditions plus équitables, y compris en ce qui concerne les disciplines pour les entreprises publiques, la transparence des subventions et les règles contre les transferts de technologies forcés.

¹³¹ Lettre de mission adressée: https://ec.europa.eu/commission/commissioners/sites/default/files/2019/12/mission_letters/mission-letter-margrethe-vestager_2019_en.pdf.

¹³² Déclaration conjointe concernant la réunion trilatérale des ministres du commerce du Japon, des États-Unis et de l'Union européenne, 14.1.2020. Voir: https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/january/tradoc_158567.pdf

¹³³ Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 29 du 31.1.2020, p. 7).

¹³⁴ Communication aux parties prenantes – Retrait du Royaume-Uni et règles de l'Union applicables dans le domaine de la concurrence, communication de la Commission du 2.12.2020. Voir: https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/brexit-notice-eu-competition-law_fr.pdf.

¹³⁵ Accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part (JO L 444 du 31.12.2020, p. 14). Voir: [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:2020A1231\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:2020A1231(01)).

¹³⁶ Accord global UE-Chine sur les investissements – Accord de principe, 30.12.2020. Voir: https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/december/tradoc_159242.pdf.

Lors de la négociation d'accords de libre-échange (ALE), la Commission s'efforce d'inclure des chapitres complets dédiés à la politique de concurrence et au contrôle des aides d'État. En 2020, elle a poursuivi les négociations d'ALE engagées avec l'Australie, l'Azerbaïdjan, le Chili, l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande et l'Ouzbékistan.

En 2020, la Commission a poursuivi sa coopération technique concernant la politique de concurrence et la mise en œuvre des règles en la matière avec les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne. Elle a également continué à aider les pays candidats et les candidats potentiels à l'adhésion à l'Union à respecter les conditions à remplir dans le domaine de la concurrence en vue d'une adhésion future.

7.4. Maintenir un dialogue interinstitutionnel régulier et constructif

Le Parlement européen, le Conseil, le Comité économique et social européen et le Comité des régions, du fait de leurs rôles spécifiques à l'égard des citoyens européens et des parties prenantes, sont des partenaires essentiels dans le dialogue sur la politique de concurrence. Malgré la pandémie, les moyens de communication modernes ont permis la poursuite fructueuse de ce dialogue tout au long de 2020.

En septembre 2020, en réponse à la résolution du Parlement du 18 juin 2020 relative au rapport sur la politique de concurrence 2018 [rapporteuse: M^{me} Yon-Courtin (Renaissance – France)] publié par la Commission, cette dernière a mis en avant, entre autres, l'adoption du livre blanc sur les subventions étrangères, les réflexions menées dans le but de renforcer l'utilisation du système de renvoi pour couvrir les opérations de concentration qui ne relèvent pas actuellement de la compétence de l'UE et la nécessité d'une réponse politique globale pour les plateformes numériques par la poursuite de la mise en œuvre rigoureuse des règles de concurrence, y compris l'éventuelle réglementation ex ante des plateformes numériques. En 2020, la vice-présidente exécutive Vestager s'est rendue plusieurs fois dans les autres institutions, notamment au Parlement, au Conseil et au Comité économique et social européen.